



Pascal CAILLAUD



pascal.caillaud@univ-nantes.fr
pascal.caillaud@cnrs.fr



Maison des Sciences de l'Homme *Ange Guépin*
Bureau 415 - 5 allée Jacques-Berque
BP 12105 - 44021 NANTES CEDEX 1



+ 33/02-53-00-93-57



<https://www.univ-nantes.fr/pascal-caillaud>
<https://caillaud.hypotheses.org/>

Chargé de recherche CNRS

Laboratoire *Droit et Changement Social* (UMR CNRS 6297)
Université de Nantes - <https://dcs.univ-nantes.fr/>



IdHal : pascal-caillaud / ORCID : 0000-0002-6084-9466

Thèmes de recherche	3
Parcours professionnel	3
Responsabilités scientifiques	4
Responsabilités de recherche	4
Responsabilités éditoriales	4
Participations à des instances	4
Distinctions	4
Enseignements	5
Ouvrages	6
Co-direction d'ouvrages de recherche	6
Coordination de dossiers/numéros de revue	6
Coordination de colloques	7
Membre du comité d'organisation du colloques	7
Articles parus dans des revues à comité de lecture	8
Contributions à des ouvrages de recherche	12
En anglais	12
En français	12

Répertoires juridiques ou jurisclasseurs	15
Contrats de recherche	16
Rapports de recherches	24
Articles dans des revues sans comité de lecture	26
En espagnol	26
En français	26
Communications avec actes	28
Communications sans actes	31
Autres	36
Auditions	36
Interviews	36
Chroniques « Les Surligneurs »	38
Débats science et société	40

Thèmes de recherche

Disciplines : droit du travail et de l'emploi, droit de l'éducation et de la formation professionnelle

Thèmes : certifications et qualification professionnelles, formation professionnelle, qualité de l'emploi, travail décent

Parcours professionnel

2022 - *Chargé de recherche hors classe* au CNRS au Laboratoire Droit et Changement Social (UMR 6297) de Nantes

2005 - *Chargé de recherche 1^{ère} classe* au CNRS au Laboratoire Droit et Changement Social (UMR 3128) de Nantes (1^{ère} classe fusionnée avec la classe normale en 2015)

2001 - *Chargé de recherche 2^{ème} classe* au CNRS au Laboratoire Droit et Changement Social (UMR 6028) de Nantes

2001-*Chargé de mission* à la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (Mission développement de la formation continue et promotion sociale) au ministère de l'Emploi et de la Solidarité

1998-2000 : *Attaché temporaire d'enseignement et de recherche* à l'Université de Nantes

Parcours académique

2000 - Docteur en Droit privé à Nantes, mention très honorable avec les félicitations du jury.

Sujet de thèse : « *Le diplôme* » sous la direction du Professeur Alain SUPLOT.

<https://hal.science/tel-03775544>

1995 - Diplôme d'Etudes Approfondies « Droit Social et Mouvements Sociaux Contemporains. XIX^{ème}- XX^{ème} Siècles » à Nantes, mention assez bien, sous la direction de Jean-Pierre LE CROM.

Mémoire : « *Les institutions représentatives du personnel de 1966 à 1982* »

Responsabilités scientifiques

Responsabilités de recherche

- *Directeur scientifique* du Centre associé au Céreq des Pays de la Loire depuis 2006
- *Coordinateur du thème « Mobilités humaines, sociales et professionnelles »* du laboratoire Droit et changement social (UMR-CNRS 6297)
- *Membre du Comité de direction et du Conseil de laboratoire* de Droit et Changement social (UMR-CNRS 6297) chargé de la communication
- *Membre du Conseil scientifique* des Journées Vincent Merle organisées par Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine depuis 2023
- *Membre du Jury du prix « Jeunes Chercheurs »* de la Revue Formation Emploi Revue française de Sciences Sociales », organisé par le Céreq.
- *Ancien directeur adjoint* de la Maison des Sciences de l'Homme *Ange Guépin* de Nantes (2013 – 2014)

Responsabilités éditoriales

- Chef de la rubrique droit social chez « Les Surligneurs », média en ligne de legal checking depuis 2017 (n° ISSN 2555-5987 - <http://lessurligneurs.eu/>)
- Membre du Comité de rédaction de la revue « Formation – Emploi. Revue française de Sciences Sociales », éditée par le Céreq, depuis 2014 (n° ISSN 2107-0946)
- Ancien membre du Comité de rédaction de la revue « Sociétés Contemporaines » de 2002 à 2007.
- Ancien membre du Comité de rédaction de la revue « Trait d'union » éditée par le CARIF OREF - Pays de la Loire de 2002 à 2011.

Participations à des instances

- *Président* du Comité d'orientation Régional (COR) et *administrateur* du CNAM Pays de la Loire (collège des personnalités extérieures) de 2012 à 2019, *membre* du COR de 2021 à 2023.
- *Membre de la Commission « Sciences Humaines et Sociales »* du Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique (CCRRDT) de la Région Pays de la Loire entre 2006 à 2017.

Distinctions

- 2ème prix de recherche Novatlante en 2002 (Conseil Général de Loire-Atlantique)

Enseignements

Chargé d'enseignement

- « Branches et qualifications professionnelles » - Master 2 Droit Social approfondi, UFR Droit, Nantes Université
- « Droit de la formation professionnelle et de l'éducation » - Master 2 Droit Social et des Ressources humaines, UFR Droit, Nantes Université ; Master Sciences de l'éducation, Nantes Université ; Master CCFC, Université de Paris Cité.
- « Droit professionnel des ingénieurs » - Elèves ingénieurs - niveau Master - Institut Mines Télécom de Nantes
- Interventions régulières dans des formations destinées aux syndicalistes représentants du personnel ou négociateurs de branche (CGT, CFDT, FO et UNSA) sur le thème de la « Formation Professionnelle » et des « Qualifications professionnelles » dans divers Institut du travail : ISST de Paris I – Sceaux ; IT de Bordeaux ; ISSTO de Rennes ; IRT d'Aix-Marseille.

Directeur de mémoires de master :

- Direction de mémoires de Master 2 : 4 à 5/an en moyenne.
- Membre de jurys de Master 2 : 5 à 6 par an

Membre de jury de thèse :

- Louise GOBIN-FAUVARQUE, « Les relations de travail multilatérales » sous la direction de Nicole Maggi-Germain - Droit privé - Nantes Université, thèse soutenue le 24 janvier 2022
- Aurélie BOUTET, « Les évolutions du cadre juridique de la formation professionnelle » sous la direction de Nicole Maggi-Germain et de Jean-Pierre Chauchard - Droit social – Nantes Université, thèse soutenue le 14 octobre 2014
- Amandine LEFRANÇOIS, « L'usage de la certification, nouvelle approche de la sécurité dans les transports maritimes » sous la direction de Patrick Chaumette - Droit privé – Nantes Université, thèse soutenue le 17 février 2010

Ouvrages

CAILLAUD Pascal, 2019, *Formation professionnelle continue*, Dalloz Ed., Coll. Corpus, 194 p. (ISBN : 978-2-247-19711-8)

https://www.dalloz-bibliotheque.fr/bibliotheque/Formation_professionnelle_continue-86122.htm

BRUCY Guy, CAILLAUD Pascal, QUENSON Emmanuel, TANGUY Lucie, 2007, *Former pour réformer, Retour sur la formation permanente (1959-2004)*, La découverte, Coll. Recherche, Paris, 272 p. (ISBN 2707153222).

<https://www.cairn.info/former-pour-reformer--9782707153227.htm>

Co-direction d'ouvrages de recherche

BERNARD Pierre-Yves, CAILLAUD Pascal, GHAFARI Sarah, GOSSEAUME Valérie, HOUEVILLE Gérald, et al., 2019, *Qualifications et parcours - Qualification des parcours*. Céreq Ed., Coll. Echanges, n°10, 380 p, (ISBN 978-2-11-151934-3)

Coordination de dossiers/numéros de revue

CAILLAUD Pascal et LUTTRINGER Jean-Marie (Coord.), 2025, Dossier « Formation professionnelle », *Droit Social* n°4, pp. 292-365.

HAUDIQUET Agathe, CAILLAUD Pascal (Coord.), 2024, « Troubles dans la dialectique du travail et de la formation », dossier, *TransFormations : Recherche en éducation et formation des adultes*, 2, n° 27, 145 p.

BISIGNANO Mara, CAILLAUD Pascal, ZARKA Samuel (Coord.), 2022, « Qualification professionnelle », dossier, *Droit Social*, n° 6, 476.

CAILLAUD Pascal (Coord.), 2016, « Les professions », dossier, *Droit Social*, n° 2, 100.

Coordination de colloques

- Colloque international « Qualifications et parcours - Qualification des parcours - XXVèmes journées du longitudinal », Nantes, Faculté de Droit et de Sciences Politiques et Cité des Congrès de Nantes, 20 et 21 juin 2019 (Coordination du colloque)
- Colloque national « Déclin ou renouveau des professions », organisé par le laboratoire Droit et Changement Social de Nantes, 12 juin 2015, Journées Scientifiques de l'Université de Nantes 2015, Cité internationale des congrès (Coordination du colloque)
- Colloque international « Emploi des femmes en Europe : comment concilier vie professionnelle et vie familiale lorsqu'on assure la prise en charge des jeunes enfants et/ou de parents âgés dépendants ? », MSH Ange Guépin de Nantes, 07 juin 2014, Journées Scientifiques de l'Université de Nantes, Cité internationale des congrès (Coordination du colloque)
- Colloque « 1993 – 2013. 20 ans de la MSH Ange Guépin : 20 ans de projets interdisciplinaire », organisé les 3 et 4 octobre 2013 par la MSH Ange Guépin de Nantes (Coordination du colloque)

Membre du comité d'organisation du colloque

- 3e Congrès mondial CIELO LABORAL « Le travail mondialisé », Colloque International Numérique, Nantes, 24 et 25 septembre 2020 (membre du comité scientifique du colloque)
- 5èmes rencontres Céreq - Dares- Réseau Carif-Oref, « Prospective de l'emploi, des métiers et des qualifications : démarches et outils au service des territoires et des individus », journée d'études organisées à Nantes, 16 juin 2015, FJT de Nantes (membre du comité d'organisation de la journée).
- Journée d'étude GRALE-DCS « Éducation, Formation professionnelle, Recherche-Innovation : Quels rapports ? Quelles Implications des collectivités territoriales ? », organisée par le GRALE et le laboratoire Droit et Changement Social, 21 novembre 2014, MSH Ange Guépin (membre du comité d'organisation de la journée).
- Colloque interdisciplinaire « La contrainte », coordonné par le laboratoire L'AMO (L'Antique, le Moderne) dans le cadre des Journées Guépin 2014, sous la direction scientifique de F. Rubellin, professeure de littérature à l'Université de Nantes, les 22 et 23 mai 2014 à Nantes (membre du comité scientifique du colloque).

Articles parus dans des revues à comité de lecture

CAILLAUD Pascal, 2025, « Jean-Marie Luttringer et la revue Droit social : la passion du droit de la formation », *Droit Social*, 2025, n°11, pp.868-871

CAILLAUD Pascal, 2025, « Régulation publique et négociation collective sur les qualifications en France », *Professionalità studi*, 2025, 1/VIII, pp.59-76

CAILLAUD Pascal, 2025, « La personnalisation de l'accès à la formation : entre droits et logiques contractuelles », *Droit Social*, 2025, n°4, pp.353-358.

CAILLAUD Pascal et LUTTRINGER Jean-Marie, 2025, « La loi « avenir professionnel », six ans après » (Introduction du dossier). *Droit Social*, n° 4, pp.292-294.

CAILLAUD Pascal, 2024, « Certifier ou micro-certifier le travailleur : Entre recommandations européennes et réformes nationales, quelle conception de la qualification ? », *TransFormations : Recherche en éducation et formation des adultes*, 2 (27), pp.108-120.

HAUDIQUET Agathe, CAILLAUD Pascal, 2024, « Introduction : Troubles dans la dialectique du travail et de la formation », *TransFormations : Recherche en éducation et formation des adultes*, 2024-2, n° 27, p. 1-6

BONNIN Vincent, CAILLAUD Pascal, MONCHATRE Sylvie, 2024, La qualificazione professionale, una nozione ambigua? I casi dell'industria metallurgica e del lavoro domestico. *Professionalità studi*, 2024, Inquadramenti contrattuali e percorsi di costruzione e valorizzazione della professionalità, VII (4), pp.5-23.

CAILLAUD Pascal, Dussuet Annie, 2024, « La reconnaissance de la qualification dans l'aide à domicile associative pendant le Covid : un progrès en trompe l'œil ? », *Droit Social*, 2024, juillet, 2024 (6), pp. 637-645

CAILLAUD Pascal, 2024, « La place de Transco dans le paysage de la formation professionnelle », *Droit Social*, 2024, Mai, (Dossier : Transitions collectives : enjeux et perspectives), pp. 413-420.

CAILLAUD Pascal, LUTTRINGER Jean-Marie, 2024, « La formation continue saisie par le droit », *Savoirs : Revue internationale de recherches en éducation et formation des adultes*, 2024/1 (64), pp.11-49.

BONNIN Vincent, CAILLAUD Pascal, MONCHATRE Sylvie, 2024, « La qualification professionnelle, une notion équivoque ? La métallurgie et le travail domestique comme illustrations », *Revue de droit du travail*, n°04, pp.243-250.

GUIRAUDON Virginie, LEDOUX Clémence, CAILLAUD Pascal, 2024, « Le rôle des organisations patronales dans un secteur fragmenté », *Revue des politiques sociales et familiales*, n°150 (1), pp.65-82.

CAILLAUD Pascal, 2023, « Le référentiel : cet obscur objet du droit », *Formation Emploi. Revue française de sciences sociales*, n° 164, pp.149-158.

CAILLAUD Pascal, 2023, « Ambivalences juridiques de la certification : la formation aspirée par le droit de la consommation ? », *Formation Emploi. Revue française de sciences sociales*, n° 163, pp.15-38.

CAILLAUD Pascal, 2023, « La réforme de la validation des acquis de l'expérience », *Droit Social*, février, n°2, pp.169-171

CAILLAUD Pascal, 2023, « La formation est-elle devenue un objet de consommation ? », *Éducation permanente*, 2023, n° 234-235, pp.137-146.

CAILLAUD Pascal, 2022, « Formation et qualification : quelle professionnalisation pour le travail domestique ? » (Dossier : Travailleuses et travailleurs domestiques), *Droit Social*, Paris, éd. Dalloz, n° 9, p. 692

CAILLAUD Pascal, 2022, « Les qualifications professionnelles : clarification ou redéfinition du rôle de l'État et des partenaires sociaux ? », *Droit Social*, Paris, éd. Dalloz, n° 6, p.496

BISIGNANO Mara, CAILLAUD Pascal, ZARKA Samuel (Coord.), 2022, « La qualification : débats anciens, nouveaux enjeux », *Droit social*, Paris, éd. Dalloz, n° 6, p.476

CAILLAUD Pascal, LUTTRINGER Jean-Marie, 2021, « Fondements et mutations du droit de la formation professionnelle continue : 1971-2021 », *Droit Social*, Paris, éd. Dalloz, n° 10, p. 774-781.

CAILLAUD Pascal, 2021, « La formation continue dans la revue Droit Social (1971-2021) », *Droit Social*, Paris, éd. Dalloz, n° 10, p. 797-802.

CAILLAUD Pascal, 2020, « La portabilité des droits sociaux : Enjeux et perspectives juridiques », *Informations Sociales*, n°201, p. 57-65 ISSN papier : 0046-9459 ; ISSN en ligne : 2101-0374

MESNIL Marie (Dir.), CAILLAUD Pascal, DEL SOL Marion, DIRINGER Josépha, POULOT Suzanne, SERVERIN Evelyne, 2020, « Pratiques et Apports de la QPC en droit de la Santé (PAQS) », *Titre VII Revue du Conseil Constitutionnel*, octobre 2020, Hors-série, 14 pages.

CAILLAUD Pascal, 2019, « La formation professionnelle des agents publics : une hybridation entre droit commun de l'activité et particularisme du statut ? », *Droit Social*, Paris, éd. Dalloz, n° 12, p. 1008-1014.

CAILLAUD Pascal, 2018, « La refonte du système des diplômes et des certifications professionnelles », Dossier « Réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage », *Droit social*, Paris, éd. Dalloz, n°11, 2018, 1016.

CAILLAUD Pascal, 2016, « Les visages de la certification dans le champ de la formation professionnelle », *Droit social*, Paris, éd. Dalloz, n°12, 2016, pp. 1006-1012.

CAILLAUD Pascal, 2016, « Les avatars de la notion de compte en droit du travail », *Droit Social* n°10, octobre 2016, pp. 806-811.

CAILLAUD Pascal, 2016, « Déclin ou renouveau des professions ? Une notion sous les feux de l'actualité juridique », *Droit Social* n° 2, 6 p.

CAILLAUD Pascal, 2014, « Un droit à la qualification enfin effectif ? », *Droit Social* n°12, Décembre, p. 1000.

CAILLAUD Pascal, 2014, « La représentativité nationale multi-professionnelle : la consécration du « second cercle » de représentation patronale », *Droit Social* n°3, p. 217

CAILLAUD Pascal, 2013, « L'Europe des certifications professionnelles : coordination des systèmes nationaux ou promotion d'un modèle européen ? », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, Hors-série n°4, 2013, 33-50
<https://journals.openedition.org/cres/2477>

CAILLAUD Pascal, 2012, « Devenir une organisation représentative au niveau national interprofessionnel : Les enjeux juridiques de l'action des employeurs de l'économie sociale », *Travail et Emploi* n°131, décembre 2012, p. 49-66.

CAILLAUD Pascal, 2012, « La formation continue a-t-elle remis en cause le diplôme ? », *Droit Social* n°3, mars 2012, p. 281-290.

CAILLAUD Pascal, 2011, « La contractualisation et l'individualisation de la formation professionnelle. 40 ans d'évolutions législatives et conventionnelles », *Chronique du Travail*, n°1, décembre 2011, IRT, Aix-en-Provence, pp. 177-190.

CAILLAUD Pascal, 2011, « L'aide à la personne : illustration des enjeux contemporains de la certification professionnelle en France », *Revue européenne du droit social*, juin 2011, Volume XII, Issue 3, Editura Bibliotheca, Târgoviște (Romania), pp. 122-137.

CAILLAUD Pascal et Zimmerman (B), 2011 « Sécurisation des parcours et liberté professionnelle : de la flexicurité aux capacités », *Formation Emploi*, n° 113, janvier-mars 2011.
<https://journals.openedition.org/travailemploi/5746>

CAILLAUD Pascal, 2010, « Formation tout au long de la vie et certifications professionnelles : des notions aux rapports ambigus », *Revue européenne du droit social*, 2010, Volume VIII, Issue 3, Editura Bibliotheca, Târgoviște (Romania), pp. 6-21.

CAILLAUD Pascal et MAGGI-GERMAIN Nicole, 2007, « Vers un droit personnel à la formation ? », *Droit Social*, n° 5, mai 2007, p.574.

CAILLAUD Pascal, 2004, « Les contrats emplois-jeunes : une double sollicitation du dispositif juridique de la fonction publique territoriale », *JCP Administrations et collectivités territoriales*, 2004, n°46, p. 1725.

CAILLAUD Pascal, 2004, « Action de formation et validation des acquis de l'expérience : quels contenus pour quelle reconnaissance juridique ? », *Droit social*, n° 5, mai 2004, pp. 515-526.

CAILLAUD Pascal, 2003, « Le droit de la formation continue des agents des collectivités territoriales : autonomie ou soumission au droit du travail ? », *JCP Administrations et collectivités territoriales*, 2003, n°52, p. 2160.

CAILLAUD Pascal et DUBERNET Anne-Chantal, 1999, " Valeurs sociale et juridique du diplôme : à propos des qualifications professionnelles dans la métallurgie ", *L'orientation scolaire et professionnelle*, 1999, pp. 107-130.

Contributions à des ouvrages de recherche

En anglais

KURONNEN Marjo & CAILLAUD Pascal, 2015, « Vertical Governance, National Regulation and Autonomy of Local Policy Making » in KUTSAR (D) & KURONEN (M) (eds.), *Local Welfare Policy Making in European Cities*, Social Indicators Research Series 59, Springer, pp. 71-86.

CAILLAUD Pascal, GHAILANI Dalhila, PEÑA-CASAS Ramon, 2012, « Conceptual and Legal Framework for Quality of Work and Employment in International Institutions – The European Union and the International Labour Organisation », pp. 33-68 in BORELLI, Silvia et VIELLE, Pascale (eds.), (2012), *Quality of Employment in Europe - Legal and Normative Perspectives*, Peter Lang, Collection: Travail et Société / Work and Society - volume 74, 289 p. ISBN 978-90-5201-888-1.

CAILLAUD Pascal, 2012, « The Social Teaching of the Catholic Church and Quality of Work », pp. 89-104 in BORELLI Silvia et VIELLE Pascale (eds.), (2012), *Quality of Employment in Europe - Legal and Normative Perspectives*, Peter Lang, Collection: Travail et Société / Work and Society - volume 74, 289 p. ISBN 978-90-5201-888-1

CAILLAUD Pascal, 2012, « The Legal Status of the “Offer of Employment”. A French Concept of Suitable Employment », pp. 181- 193, in BORELLI, Silvia et VIELLE, Pascale (eds.), (2012), *Quality of Employment in Europe - Legal and Normative Perspectives*, Peter Lang, Collection: Travail et Société / Work and Society - volume 74, 289 p. ISBN 978-90-5201-888-1

En français

CAILLAUD Pascal, 2024, « Habilitations, microcertifications et blocs de compétences : un morcellement de la qualification dans un marché de la certification » (Chapitre 10), in DEL SOL Marion et GINON Anne-Sophie, *La digitalisation au service des demandeurs d'emploi : une évolution ambiguë*, Coll. Amplitude du droit, pp.147-162.

CAILLAUD Pascal, 2023, « Initiatives et injonctions juridiques à former les salariés : de régulières réformes négociées soumises au contrôle du juge », in Manuella Roupnel-Fuentes; Simon Heichette; Dominique Glaymann. *L'injonction à se former - Nouvel avatar de l'adaptation des individus au marché ?*, Octares Editions, Coll. Le travail en débats, pp. 21-38

CAILLAUD Pascal, 2021, « Certifications et classifications professionnelles : les évolutions récentes de la qualification des salariés » in CHARBONNEAU A., MANDIN F. et FOTINOPULOS O (Coord.), *Le travail et la mer. Liber amicorum en hommage à Patrick Chaumette*, Editions Pédonne, Paris, pp.217-225, ISBN 9782233009913.

CAILLAUD Pascal, 2021, « L'invalidation par la Cour de cassation du licenciement d'une salariée voilée » in Les surligneurs (collectif), Vincent Couronne (Dir.). *Politiques, religion et laïcité*, Enrick B. Éditions, pp.2, 2021, 978-2-35644-879-8.

CAILLAUD Pascal, 2021, « Élaboration des normes et transformation des formes d'intervention de l'O.I.T. : de la formation professionnelle à l'apprentissage tout au long de la vie », pp. 275-290 in MAGGI-GERMAIN N. (Dir), *L'impact des normes de l'OIT sur la scène internationale : actes du colloque organisé pour le centenaire de l'OIT*, Mare & Martin, Coll. Droit & science politique, ISBN 978-2-84934-556-6

CAILLAUD Pascal, 2020, « La place des partenaires sociaux dans le paysage des certifications », pp. 47-57 in DUPRAY Arnaud (Coord.), GASQUET Céline (Coord.), LEFRESNE Florence (Coord.), *L'entreprise rend-elle compétent.e ?*, Céreq Essentiels, n° 2, 2020, 138 p. ISBN 978-2-11-151940-4

CAILLAUD Pascal, 2019, « La qualification professionnelle : parcours juridique d'une notion polysémique », P. 13-20 in BERNARD (P-Y), CAILLAUD Pascal, GHAFARI (S), GOSSEAU (V), Houdeville (G), et al., 2019, *Qualifications et parcours - Qualification des parcours. XXVèmes journées du longitudinal*, Céreq échanges, n°10, Marseille, 380 p, ISBN 978-2-11-151934-3

CAILLAUD Pascal, 2019, « La reconnaissance des baccalauréats dans les conventions collectives des branches professionnelles », p. 253-265, in MAILLARD Fabienne, MOREAU Gilles (dir.), *Le Bac Pro. Un baccalauréat comme les autres ?*, Toulouse, Octarès, coll. Le travail en débat, série Céreq , 978-2-36630-094-9

CAILLAUD Pascal, 2014, « Vers un service public régional d'orientation et de formation professionnelle ? », in *Annuaire du GRALE, Education, formation, recherche : quelle place pour les collectivités territoriales ?*, Droit et gestion des collectivités territoriales, eds Le Moniteur, sept. p.139-152. (ISBN 0 2281129780)

CAILLAUD Pascal, 2013, « Certifier la capacité professionnelle : un débat juridique centenaire », pp. 103-118 in BRUCY Guy, MAILLARD Fabienne, MOREAU Gilles (dir), *Le CAP. Un diplôme du peuple 1911-2011*, Presses Universitaires de Rennes, Collection Histoire, 316 p, ISBN : 978-2-7535-2228-2.

CAILLAUD Pascal, 2013, « L'action juridique des institutions internationales sur le « travail décent » et la « qualité de l'emploi » : une définition par indicateurs du bien-être du travailleur ? » in FLORIN Agnès et PREAU Marie *Le bien-être*, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2013, pp 35-59. ISBN : 978-2-336-00844-8

CAILLAUD Pascal, 2012, « Les diplômes universitaires de l'enseignement supérieur : des certifications nationales/générales ou professionnelles/locales » in QUENSON E. et COURSAGET S., *La professionnalisation de l'enseignement supérieur : De la volonté politique aux formes concrètes*, Toulouse : Octarès, p. 35-46.

CAILLAUD Pascal, 2011, « Diplômes et conventions collectives : un lien en voie de délitement », in MILLET Mathias et MOREAU Gilles, *La société des diplômes*, Editions La Dispute (ISBN : 9782843032141)

CAILLAUD Pascal, 2010, « Diplômes et certifications professionnelles : entre internationalisation et fragmentation », in BREMAUD (L) et GUILLAUMIN (C) (Dirs),

L'archipel de l'ingénierie de formation, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 63-74 . (ISBN 2753510784).

CAILLAUD Pascal et MAGGI-GERMAIN Nicole, 2008, « Le congé individuel de formation face aux évolutions du droit de la formation professionnelle continue » in GHAFARI Sarah et PODEVIN Gérard (Dir.), *Le congé individuel de formation - Un droit national, des réalités territoriales*, Presses Universitaires de Rennes, Collection Des Sociétés, Rennes, 2008, pp. 21-35. (ISBN 9782753506794)

CAILLAUD Pascal, 2008, « Vers une normalisation juridique de la certification professionnelle ? » in MAILLARD F. (Dir.), *Des diplômes aux certifications professionnelles*, Presses Universitaires de Rennes, Collection Des Sociétés, Rennes, 2008, pp. 75-85. (ISBN 2753506809).

CAILLAUD Pascal, 2007, « L'influence de la validation des acquis sur le statut juridique du diplôme », in NEYRAT Frédéric (dir.), *La validation des acquis : la reconnaissance d'un nouveau droit*, Eds. Du Croquant, 2007, pp. 65-85. (ISBN 2914968272).

CAILLAUD Pascal, 2004, « Les contrats emplois-jeunes dans l'éducation nationale : chronique d'une mort annoncée », in FIALAIRE Jacques (dir.), *Les contrats et le système éducatif*, Paris, L'Harmattan, coll. logiques juridiques, 2004, pp. 213-238. (ISBN 2747559165)

CAILLAUD Pascal, 2003, « Le droit de la formation professionnelle continue : évolutions historiques et perspectives d'avenir » in MAGGI-GERMAIN Nicole et PELAGE Agnès (dir.), *Les évolutions de la formation professionnelle : regards croisés*, Cahiers Travail et Emploi, La documentation Française, Paris, 2003 p. 23-36. (ISBN 2110053844)

CAILLAUD Pascal, 2003, « Qualification professionnelle et valeur juridique du diplôme », in : DUPRAY Arnaud, GUITTON Christophe et MONCHATRE Sylvie (dir.), *Réfléchir la compétence : approches sociologiques, juridiques, économiques d'une pratique gestionnaire*, Octares éditions, collection colloques, 2003, pp. 115-128. (ISBN 2906769975)

CAILLAUD Pascal, 2003, « Les nouvelles politiques européennes en matière de diplômes et de certifications des compétences professionnelles », *Cahiers de l'Institut Kervégan*, n° hors-série : Nantes européenne dans les têtes et dans les faits, Nantes, pp. 90-95 (ISBN 2-9514683-1-8)

CAILLAUD Pascal, 2002, « Le diplôme professionnel : quelle valeur juridique sur le marché du travail ? » in MOREAU Gilles (dir.), *Les patrons, l'Etat et la formation des jeunes*, Paris, La dispute, 2002, p.179-190. (ISBN 2843030595)

CAILLAUD Pascal, 2001, " La qualification, la compétence et le diplôme ", Actes du 8ème Forum de Printemps *Compétences et qualifications*, Collège Coopératif en Bretagne, Rennes, 2001, pp. 5-24.

Répertoires juridiques ou jurisclasseurs

CAILLAUD Pascal, 2020 « Qualification professionnelle », Répertoire de droit du travail (Dir. Sc. A. Lyon-Caen), Encyclopédie juridique, Paris, Dalloz, 65 p. ISSN 1275-2320
(1^{ère} refonte de la rubrique depuis la version de A. Le Bayon en 1989 - Mises à jour en 2020, 2022, 2023 et 2025)

CAILLAUD Pascal, 2017, « Formation professionnelle continue », *Répertoire de droit du travail* (Dir. Sc. A. Lyon-Caen), *Encyclopédie juridique*, Paris, Dalloz, 71 p. (ISSN 1275-2320)
(Refonte de la rubrique en 2017 après la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale - Refonte en 2019 de la rubrique après la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Mises à jour en 2020, 2022, 2023 et 2025)

Contrats de recherche

Responsable du projet

ORIGAMI (2023-2025).

Projet européen financé par la DG Employment, Social Affairs and Inclusion - EMPL.A – Employment and Social Governance “Improving expertise in the field of industrial relations – SOCPL-2022-IND-REL-01. <https://origamiproject.it/>. ORIGAMI analyse le rôle des plateformes numériques dans les transformations en cours du secteur des soins à domicile. Il vise à identifier les spécificités de leur modèle organisationnel par rapport aux organisations traditionnelles du secteur et aux plateformes présentes dans d'autres secteurs, les conséquences sur les conditions de travail, les besoins de protection sociale et de représentation des intérêts, et les stratégies innovantes des acteurs sociaux pour répondre à ces besoins. Recherche est menée au Danemark, en France, en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas et en Espagne par l'analyse comparative du rôle, des stratégies de financement et des modèles d'organisation des soins à domicile au sein de chaque système de protection sociale ; la cartographie et les études de cas des plates-formes de soins à domicile et des stratégies innovantes d'action collective.

Fonctions exercées dans le contrat : responsable de l'équipe française.

« FLOWS - Impact of local welfare systems on female labour force participation and social cohesion » (2010-2014)

Projet collaboratif retenu par la Communauté européenne dans le cadre du 7^{ème} PCRD (THEME SSH-2010-2.1-2 : local welfare systems favouring social cohesion) visant à analyser comment les systèmes locaux d'allocations sociales, affectent le positionnement des femmes sur le marché du travail. Deux entrées particulières ont été choisies dans ce projet : les politiques d'aide à la personne (concernant les enfants comme les personnes âgées) et la formation professionnelle tout au long de la vie. A partir d'une comparaison des onze pays européens engagés dans le projet, il s'agit d'analyser l'autonomie des acteurs politique locaux vis-à-vis des politiques nationales et européennes. Le centre associé, via la MSH de Nantes, était un des onze partenaires de ce projet ; sa participation portait sur la question de la formation tout au long de la vie, sous l'angle institutionnel. Coordonné par l'Université d'Aalborg (Danemark), ce projet associait à nouveau des équipes déjà engagées dans le projet RECOWE, du 6^{ème} PCRD.

Fonctions exercées dans le contrat : responsable de l'équipe française.

« La place des diplômes dans les grilles de classification » (2011-2014).

Recherche menée avec le Céreq Marseille pour le compte du ministère de l'Education nationale (DGESCO) visant à actualiser les connaissances sur la question de la reconnaissance des diplômes et de leur valeur sur le marché du travail. Cette reconnaissance peut prendre différentes formes. L'une d'elles est le lien, établi conventionnellement, entre la hiérarchie des diplômes et la hiérarchie des emplois, formalisé dans une grille de classification issue de la négociation collective de branche. Ce lien entre hiérarchie des diplômes et des emplois s'est déformé dans le temps, sous l'impact d'évolutions majeures. Du côté du système éducatif, ces vingt dernières années ont été marquées par un accès massif des jeunes au baccalauréat, notamment du fait de la généralisation du baccalauréat professionnel dans l'ensemble des spécialités professionnelles, par une massification de l'accès aux formations de l'enseignement supérieur et par leur progressive professionnalisation. Du côté du monde du travail, des changements tout aussi importants

ont eu lieu : nouvelles formes d'organisation, réduction des lignes hiérarchiques, modes de management faisant appel aux capacités d'initiative et d'autonomie des producteurs, diffusion de l'usage des TIC.

La conjugaison de ces évolutions agit sur les liens diplôme-qualification. Cette étude propose d'en étudier l'ampleur à partir du traitement de trois questions en s'appuyant sur une enquête de terrain : quelle reconnaissance collective des diplômes et des certifications dans le classement des emplois au sein des classifications ? Quels modes de reconnaissance individuelle des diplômes et certifications dans le contrat de travail ? Quelle reconnaissance judiciaire des diplômes présents dans les classifications ?

Fonctions exercées dans le contrat : directeur scientifique du projet.

« Certifications et habilitations « annexes » dans les diplômes professionnels de l'éducation nationale » (2014-2017).

Recherche menée avec le Céreq Marseille pour le compte du ministère de l'Education nationale (DGESCO). Le monde du travail expose les travailleurs (salariés comme indépendants) à des situations potentiellement dangereuses. Au-delà du développement des équipements de prévention et d'une organisation plus sûre, la formation des acteurs, face aux risques (électriques, chimiques, liés au travail en hauteur, à la conduite d'engins, au port de charges...) est un élément clef de la prévention des risques. Cette exigence de formation se traduit aujourd'hui par la multiplication des certifications/habilitations (habilitation électrique, conduite d'engins en sécurité, travail en hauteur, manipulation des fluides frigorigènes...) dont la possession est souvent obligatoire pour l'exercice professionnel, voire pour la réalisation des périodes de formation en entreprise. Un nombre croissant de ces certifications/habilitations est intégré dans la préparation des diplômes professionnels, non seulement pour des raisons de prévention des risques, mais aussi parce que certains secteurs professionnels peuvent être tentés d'en déléguer entièrement la charge à la formation initiale. Cependant, ces certifications/habilitations « annexes » ne sont pas simples à intégrer dans des cursus de formation, entre des enjeux de coûts, de temps (certaines sont très lourdes), de cohérence pédagogique et de formation des enseignants. L'intégration des habilitations au sein des cursus de formation professionnelle ne se fait-elle pas au détriment du développement des compétences professionnelles « cœur de métier », au risque que le diplôme ne garantisse plus la capacité à tenir un emploi, quand bien même ces certifications annexes constitueraient une condition d'accès à l'emploi ? Que deviennent les savoirs professionnels de base par rapport aux exigences de la certification ? Il s'agissait de s'interroger sur les origines et les justifications de ces intégrations de « certifications/habilitations » dans les diplômes. S'agit-il de pressions juridiques liées à des réglementations professionnelles ou de demandes de savoir-faire complémentaires émanant du monde productif ? Pour beaucoup temporaires, ces certifications ne présentaient-elles pas le risque de rendre les diplômes dans lesquels elles sont intégrées plus rapidement obsolètes sur le marché du travail, une fois atteinte la durée de vie de l'habilitation ?

Fonctions exercées dans le contrat : directeur scientifique du projet.

« Les causes d'abandons en démarche de VAE au sein des trois universités ligériennes » (2013-2015).

Cette étude, accomplie dans le cadre d'une convention conclue avec la Région Pays de la Loire et le Carif-Oref des Pays de la Loire, a eu pour objectif d'analyser les causes d'abandon pendant la procédure de VAE pour l'obtention d'un diplôme dans les trois universités ligériennes. Quels sont les freins et les difficultés rencontrés par les candidats

lors d'une démarche qu'ils ont initiée au titre d'un droit individuel ? Une analyse des attentes et des motivations des candidats à la VAE a permis de mieux cerner les freins et les difficultés rencontrés par ceux-ci que ce soit avant ou après le dépôt du dossier. Il s'agissait en particulier de mettre en évidence, au sein des différents publics bénéficiaires, les périodes où s'objective et se décide l'abandon de la démarche. Etaient plus particulièrement repérées, au sein des itinéraires de ces bénéficiaires (étapes d'activités professionnelles et/ou de formation), tous les changements de situation que ce soient des bifurcations de carrières, des déclassements, des promotions, etc. Ces changements subis ou choisis constituaient autant de clefs nécessaires à notre compréhension de la demande initiale mais également du désengagement de la procédure de VAE.

Fonctions exercées dans le contrat : directeur scientifique du projet.

« Les évolutions du cadre juridique de la formation professionnelle continue : un changement de paradigmes ? » (2004-2006)

La Direction de l'animation de la recherche, des études, des statistiques (DARES), du Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité a lancé, en avril 2003, un appel à projets intitulé : « Le droit de la formation professionnelle : Elaboration, mise en œuvre, effectivité », fruit d'une réflexion collective conduite dans le cadre d'un séminaire sur le droit et l'effectivité du droit de la formation professionnelle organisé par la DARES au cours du printemps 2002. L'un des objectifs de l'appel à projets a été de mieux comprendre la place du droit dans l'élaboration et le développement de la formation professionnelle conçue comme un domaine d'activités sociales spécifique. C'est dans ce cadre qu'une équipe composée de juristes, de sociologues et d'économistes issus de plusieurs laboratoires de recherches et Centres associés au Céreq a proposé de mettre en commun à la fois des méthodologies et des cadres théoriques d'analyses afin de tenter une mise en regard des normes juridiques et des pratiques dans le domaine de la formation. Ce projet de recherches pluridisciplinaire, initié à l'automne 2004, a été bâti autour de la problématique de l'émergence de nouveaux paradigmes en droit de la formation professionnelle continue. Dans ses lois fondatrices de 1966 et 1971, le droit de la formation professionnelle continue a été pensé et bâti à partir d'un cadre juridique particulier : le droit du travail et l'existence d'un contrat de travail. Il en est résulté une certaine architecture, construite sur le modèle de l'accord collectif signé aux niveaux national et interprofessionnel (ANI), généralement repris, en partie, dans une loi, puis décliné au niveau des branches. Ce sont ces paradigmes, à la source même de notre système de formation professionnelle continue, qu'il convenait d'interroger et peut-être de repenser au regard, notamment, de certaines évolutions du droit ou des pratiques. Cette recherche a ainsi suivi deux axes : - Le cadre national et professionnel apparaît-il toujours comme un cadre pertinent d'élaboration et de mise en œuvre du droit de la formation professionnelle ? - Le Droit du travail est-il toujours un cadre juridique pertinent d'inscription du droit de la formation professionnelle continue ? Ces paradigmes sont-ils toujours adaptés à leur objet ?

Fonctions exercées dans le contrat : co-directeur scientifique du projet avec Nicole Maggi-Germain, maître de conférences de droit privé à l'Institut des Sciences Sociales du Travail (Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne),

Responsable d'axe

COVICARE (2021-2024)

« Perspectives comparées des effets du Covid sur les politiques et les professionnels du care auprès des personnes âgées en perte d'autonomie à domicile, dirigé par Clémence Ledoux (MCF – DCS - Nantes Université) et financé par la Caisse de Solidarité pour l'autonomie CNSA (appel à projet générique blanc 2020). Objet : comprendre comment la crise du Covid-19, en révélant et exacerbant une tension autour du travail de « care », a transformé les cadres juridiques et sociaux de ce travail et les relations d'emploi qu'il implique. Fonctions exercées dans le contrat : responsable d'un des axes du projet.

PROFAM (2018-2022)

« Entre profession et famille, les « cadres du travail » d'aide aux personnes âgées (2018-2021) » Projet ANR dirigée par Annie DUSSUET (MCF à l'Université de Nantes) visant à analyser les transformations du travail d'aide aux personnes âgées en perte d'autonomie dans un contexte de vieillissement démographique, mais aussi de restriction des budgets affectés aux politiques sociales. Fonctions exercées dans le contrat : responsable d'un des axes du projet.

INFORMA - L'INjonction à se FORMer et à s'Adapter (2017-2020)

Projet dirigé par Manuella ROUPNEL-FUENTES (Université d'Angers - ESO UMR CNRS 6590), en réponse à l'appel à projets "Paris scientifiques régionaux" 2016 - Région Pays de la Loire. Objet du contrat : le projet INFORMA se donne quatre objectifs. Le premier est de saisir la manière dont les acteurs s'approprient ou rejettent cette injonction à se former et à s'adapter. Dans une approche compréhensive, le projet INFORMA cherche à mettre en lumière les déterminants qui en ouvrent ou en ferment l'accès, en portant attention aux raisons du non-recours et au décrochage en cours de FPC. La formation étant attendue pour sa promesse d'améliorer l'accès à l'emploi ou la promotion professionnelle, le deuxième pari du projet est de confronter les effets escomptés aux effets constatés de la FPC par ceux et celles à qui elle est destinée. Le troisième est de révéler par quels processus la formation s'est progressivement imposée comme la seule solution contre le chômage et l'instabilité des parcours professionnels en analysant les arguments et les mots d'ordre mobilisés pour la justifier (mobilité, innovation sociale, autonomie, responsabilisation, employabilité, adaptation, polyvalence, etc.). Enfin, le quatrième pari lancé par INFORMA consiste à interroger des financeurs de la formation professionnelle continue, des employeurs et des responsables de ressources humaines (grandes, petites ou très petites entreprises privées et collectivités locales) qui acceptent de parler de leur usage de la formation et de ses possibles implications sur leur propre travail et la gestion de leurs salariés.

Fonctions exercées dans le contrat : responsable de l'axe 3 croisant les résultats obtenus dans les deux autres axes thématiques (accès à l'emploi, accès aux moyens de sécuriser les parcours professionnels) afin d'opérer une analyse à trois niveaux de l'injonction à se former et à s'adapter : analyse des politiques de formation, analyse des dispositifs de formation et analyse des motivations individuelles à se former.

Participations

PAQS - Pratiques et Apports de la QPC en droit de la Santé (2018-2020)

Projet dirigé par Marie MESNIL (MCF à l'Université de Rennes 1, IODE – UMR CNRS 6262), en réponse à l'appel à projets du Conseil Constitutionnel QPC 2020. Equipes impliquées : Institut Ouest - Droit et Europe de l'Université de Rennes 1 (IODE – UMR CNRS 6262), Institut Droit et Santé de l'Université de Paris Descartes (IDS - UMR INSERM 1145), Laboratoire Droit et Changement Social de l'Université de Nantes (DCS – UMR 6297)

Objet du contrat : PAQS vise à étudier les pratiques et les apports de la QPC en droit de la santé, entendu au sens large comme comprenant également le droit de la protection sociale et la santé au travail.

Fonctions exercées dans le contrat : participation aux deux axes du projet (axe 1 : Les pratiques de la QPC en droit de la protection sociale et santé au travail : étude qualitative de la pratique de la QPC en droit de la protection sociale et santé au travail et analyse quantitative des questions prioritaires de constitutionnalité non-transmises au Conseil constitutionnel ; axe 2 : les apports de la QPC en droit de la santé lato sensu).

« Rôle et place des professionnels dans la conception des diplômes professionnels » (2010-2012).

Ce contrat de recherche liait le Centre associé de Nantes, le Céreq de Marseille, le cabinet d'études DICTYS (Paris) et la DGESCO (Ministère de l'éducation nationale). Dans les différents ministères, les équipes spécialisées en « ingénierie de formation » se sont progressivement recentrées sur « l'ingénierie de certification », qui accorde une place essentielle à la définition de la cible emploi des diplômés et à la définition du contenu des activités exercées par les titulaires de ces emplois, ainsi qu'aux compétences attendues de ces professionnels, dont la détention sera « certifiée » par la délivrance du diplôme. Du même coup, l'élaboration des « contenus de formation », c'est-à-dire des « programmes », qui occupaient une certaine place au sein des instances de consultation sur les diplômes (Commissions professionnelles consultatives – CPC), a été déplacé hors du champ de compétences de ces instances pluripartites, dans lesquelles les représentants des professionnels occupent une place centrale. En parallèle aux évolutions institutionnelles impulsées par la loi de 2002 dans le champ de la certification, les partenaires sociaux ont signé au cours de la décennie deux accords nationaux interprofessionnels sur la formation professionnelle qui ont contribué à mettre l'accès des salariés aux certifications professionnelles au cœur de la problématique de sécurisation des parcours professionnels et à développer considérablement le rôle de certificateur des branches professionnelles : avec la structuration d'une ingénierie de certification qui leur est propre et la constitution d'une offre multiforme de Certificats de qualification professionnelle (CQP), pilotée par des Commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation (CPNEF). Ce positionnement nouveau des partenaires sociaux a contribué à doter progressivement les branches d'une culture de la certification, et même pour certaines, de compétences en ingénierie de certification, qui les amène à revendiquer un rôle de plus en plus actif dans la définition des besoins de qualification de leur main d'œuvre et dans l'élaboration de l'offre publique de certification correspondante.

Cette recherche visait à analyser les modalités de participation des professionnels à l'élaboration des diplômes professionnels et établir un diagnostic en termes de forces et

faiblesses du dispositif actuel de concertation. Elle s'est fixée également comme objectif de faire le point sur les modalités de mise en œuvre concrète du modèle théorique d'ingénierie de certification réactualisé en 2004.

« UCAP - Usage des chiffres dans l'action publique » (2009-2013).

Financé par la Région Pays de la Loire, et coordonné par Martine Mespoulet, professeur de sociologie à l'université de Nantes (CENS), ce projet consistait à analyser la forte demande de connaissance chiffrée venant des acteurs locaux, sa signification sociale, institutionnelle et politique. Ce projet avait pour objectif de constituer un pôle de recherche positionné à l'échelle nationale et internationale sur les questions théoriques et méthodologiques posées par les usages de la quantification dans l'action publique territoriale, tant en ce qui concerne l'élaboration des dispositifs ou des politiques que leur suivi et leur évaluation. Nos travaux portaient essentiellement sur les politiques territoriales de formation professionnelle : quels indicateurs pour les collectivités ? Il s'agit ici de porter l'attention sur l'outil de planification par excellence à moyen terme des dispositifs de formation professionnelle : le Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (PRDFP). Son objet était de définir une programmation à moyen terme des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes et de favoriser un développement cohérent de l'ensemble des filières de formation en favorisant un accès équilibré des femmes et des hommes à chacune de ces filières de formation. La construction de ce plan, décisif pour les politiques régionales de formation, s'appuie bien évidemment sur un certain nombre d'outils et d'indicateurs déterminants aux yeux de la collectivité publique. La connaissance de ces indicateurs donnera lieu à une étude, juridique et sociologique de la mise en place de ce plan.

« La construction de la représentativité patronale » (2008 – 2011).

Contrat de recherche avec la DARES (Ministère du travail), dirigé par Jean-Pierre Le Crom, Directeur de recherche au CNRS, et Nicole Maggi-Germain, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (ISST), DCS, UMR CNRS 3128. Ce projet portait sur la construction de la représentativité patronale. Bien que les enjeux autour de la reconnaissance de la représentativité sont importants (extension des conventions collectives, participation à de multiples conseils, comités et commissions consultatifs, professionnels ou non, gestion des organismes paritaires), les bases juridiques de cette connaissance restent incertaines et concernent principalement le champ de la négociation collective. La construction de la représentativité patronale est un processus où interviennent les stratégies des organisations patronales, qui semblent varier selon les secteurs, les pratiques de l'administration du travail et le contentieux judiciaire. Pour le comprendre dans son historicité, ont été analysées les enquêtes de représentativité menées par l'administration. L'une des questions qui se posent est notamment de savoir si l'administration n'a pas évolué vers une attitude plus souple en recherchant d'abord la reconnaissance mutuelle des organisations patronales. Fut également analysé le contentieux émanant tant des juridictions judiciaires qu'administratives, y compris celui émanant des juges du fond. L'objectif était de comprendre les logiques jurisprudentielles de reconnaissance de représentativité, mais nous cherchons également à comprendre le sens du contentieux. Pour quelle raison une organisation patronale conteste-t-elle la représentativité d'une autre devant le juge ? Quels sont les moyens de droit et les faits mis en avant ? Et a-t-on épuisé d'autres voies, non juridictionnelles ? Enfin, un intérêt particulier a été porté à l'étude de quatre branches au sein desquelles la question de la reconnaissance de la représentativité de certaines organisations professionnelles se pose de manière très prégnante parce que le secteur

connaît de profondes évolutions liées à la concurrence (les professions réglementées - notaires et huissiers, le transport routier) ou à l'activité elle-même (l'économie sociale et solidaire ; les professions libérales).

RECWOWE (2007-2011)

Retenu par la Commission européenne dans le cadre du 6e PCRD, au titre de la thématique *Relations entre le marché du travail, de l'emploi et de la protection sociale*. L'institution coordinatrice de ce réseau d'excellence est la MSH de Nantes et son coordinateur, le Professeur d'économie Denis Bouget. RECWOWE (« Reconciling Work and Welfare in Europe ») a pour objectif primordial de créer un nouveau réseau européen de recherches, intégré et durable, ayant pour ambition de surmonter la fragmentation de la recherche sur les questions du travail et du bien-être. Le thème général qui constitue la ligne directrice des activités du réseau peut être résumé par un mot, les « tensions » : tensions entre la flexibilité et la sécurité, tensions entre le marché du travail et la vie familiale, tensions autour des systèmes de protection sociale, tensions autour de la qualification du travail et des emplois. Participation à des travaux sur les traductions juridiques de la notion de « qualité de l'emploi », sous la direction de Pascal Vielle (Université de Louvain) et Silvia Borelli chercheuse à l'Université de Ferrara.

CAPRIGHT (2007-2011)

Projet de recherche européen financé par la Commission européenne (DG Recherche, dans le cadre du Sixième Programme Cadre – FP6), Capright (Resources, Rights and Capabilities: In Search of Social Foundations for Europe) visait à évaluer les politiques sociales, les politiques de l'emploi, les pratiques de dialogue social ainsi que les stratégies économiques des entreprises à l'aune de leur contribution au développement des capacités des personnes concernées, bénéficiaires des politiques sociales ou salarié-e-s des entreprises. L'approche par les capacités insiste sur l'importance d'une dynamique positive entre justice sociale et efficacité économique dans les économies de la connaissance contemporaines.

Dans cette perspective, la priorité est de permettre à chaque personne, où qu'elle vive ou travaille, d'envisager son avenir de manière autonome grâce à la disponibilité de ressources adéquates. Quels choix de vie ou de travail lui sont réellement accessibles ? De quelle liberté réelle de choix dispose-t-elle ? Quelles formes d'action publique peuvent être mobilisées en vue de surmonter les difficultés ? Dans quelle mesure l'action publique résulte-t-elle d'un débat démocratique ouvert ? Comment la politique publique peut-elle combler les inégalités de capacités ? Telles sont les questions qui ont guidé les études empiriques menées dans les entreprises et auprès des responsables et des agents des politiques d'intégration sociale. Le projet a réuni 24 équipes de recherche dans 13 pays européens et 2 pays d'Amérique latine.

EUROCAP Social dialogue, employment and territories. Toward a european politics of capabilities (2002-2005)

Projet de recherche dirigé par Robert SALAIS (UMR 8533 CNRS IDHE Cachan), conclu, dans le cadre du 5^{ème} PCRD, entre la DG Recherche de la Commission européenne et l'ENS Cachan, University of Cambridge et la Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin.

Ce projet a réuni une équipe pluri-disciplinaire d'une trentaine de chercheurs, économistes, sociologues, juristes du travail, historiens, anthropologues, provenant de sept pays européens : Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède et Suisse. Le

projet portait sur les stratégies de promotion de l'emploi, de prévention des aléas économiques et sociaux, ainsi que de développement local, formulées et mises en œuvre par différents acteurs - pouvoirs publics à l'échelon national et local, la Commission européenne, les entreprises, les partenaires sociaux. Le projet comportait un volet théorique sur l'approche des capacités, développée par le prix Nobel Amartya Sen, et une série de recherches empiriques des pratiques nationales, locales et d'entreprises vues sous le prisme de cette approche pour évaluer les politiques actuelles de modernisation et de promotion de l'« employabilité » par rapport aux objectifs visés.

Participation aux côtés d'Alain SUPLOT (Professeur de droit social à l'Université de Nantes) et Sandrine GODELAIN (doctorante à l'Université de Nantes) à des travaux sur la traduction juridique de la nouvelle approche socio-économique du travailleur et au rapprochement des notions juridique et économique de capacités.

Renouvellement des professions et la place de l'Education nationale dans la formation continue des adultes : développement historique et enjeux contemporains (2003-2005)

Contrat conclu avec le ministère de l'Education nationale (DESCO), dirigé par Guy BRUCY (Université Jules Verne – Picardie) et Lucie TANGUY (Travail et mobilités - UMR CNRS 7027- Université Paris X). La formation tout au long de la vie est devenue un mot d'ordre mobilisateur de la politique économique et sociale européenne. En France, elle fait l'objet d'une loi qui la consacre comme un droit individuel des salariés. Elle est présentée comme une conquête sociale et un bien universel, dont seuls l'accès et les modes de réalisation feraient problème. Cet ouvrage s'attache à déconstruire ce mythe. À partir de perspectives historiques, juridiques et sociologiques, ses auteurs montrent comment elle fut promue, dès les années 1950, par des élites réformatrices œuvrant dans différents lieux de la société, comme un instrument de modernisation de la France pour accroître la productivité, pacifier les relations de travail au sein des entreprises, et favoriser l'intégration politique.

Rapports de recherches

LEDOUX C., CARTIER M., CAILLAUD P., DUSSUET A., GABORIAU M., et al.. Rapport final de recherche COVICARE- Perspectives comparées des effets du COVID-19 sur les politiques et les professionnels du care auprès des personnes âgées en perte d'autonomie à domicile COVICARE - 2021. Nantes Université; Droit et changement social (DCS UMR CNRS 6297). 2025.

BERNARD (P-Y), CAILLAUD (P), GOSSEAUME (V), MESLIN (K), ROUPNEL-FUENTES (M), 2021, *Evaluation qualitative du programme expérimental « PREPA Rebond – Dispositif intégré »*, Rapport intermédiaire, février 2021, 50 p.

ROUPNEL-FUENTES (M) (Dir), 2020, *INFORMA L'Injonction à se FORMer et à s'Adapter*, Rapport final -Appel à projets "Paris scientifiques régionaux" 2016 - Région Pays de la Loire, décembre 2020, 30 p

MESNIL (M) (Dir.), CAILLAUD Pascal, DEL SOL (M), DIRRINGER (J), POULOT (S) et SERVERIN (E), 2020, « Pratiques et Apports de la QPC en droit de la santé (PAQS) », Rapport dans le cadre de l'appel à projets du Conseil constitutionnel 2010-2020 : dix ans de QPC, 158 p.

CAILLAUD Pascal (Dir.) Gosseaume (V), Foucher (C), 2015, « Les abandons en VAE dans les universités ligériennes », Rapport pour le Carif-Oref des Pays de la Loire, juin 2015, 90 pages.

DUSSUET (A), 2019, Profam. *Entre profession et famille, les « cadres du travail » d'aide aux personnes âgées*, Rapport Intermédiaire, Projet ANR 17 – CE26 – 0019, Programme CE26 Innovation travail 2018-2021, 15 p.

JENSEN (P. H) (dir.), 2014, « Impact of local welfare systems on female labour force participation and social cohesion », Final Report, Aalborg, Danemark, 41 p.

CAILLAUD Pascal, QUINTERO (N) et SECHAUD (F), 2013, « La place, le statut et le rôle des diplômes dans les conventions collectives. Quelle place, quel rôle et quel statut du diplôme dans les grilles de classification des branches professionnelles ? », Rapport pour la DGESCO, Ministère de l'éducation nationale, 2 volumes, 329 pages.

Rapports nationaux de recherche du Projet européen FLOWS (2011-2013) :

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2013, WP 6 : Women's Decision-Making : Decision-making on employment and childcare among employed women with lowest education level ISCED 1-4 and with a pre-school child - Individual Report 1 of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange-Guépin, Nantes, juillet 2013.

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2013, WP 6 : Women's Decision-Making : Decision-making on employment and childcare among employed women with highest education level ISCED 5-8 and with a pre-school child - Individual Report 2 of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange-Guépin, Nantes, juillet 2013.

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2013, WP 6 : Women's Decision-Making : Decision-making on employment and childcare among employed women - Composite Report 1 of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange- Guépin, Nantes, juillet 2013.

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2013, WP 6 : Women's Decision-Making : Decision-making on employment and responses to eldercare needs among employed women with lowest education level ISCED 1-4 and with a dependent elder relative with care needs - Individual Report 3 of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange-Guépin, Nantes, juillet 2013.

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2013, WP 6 : Women's Decision-Making : Decision-making on employment and responses to eldercare needs among employed women with highest education level ISCED 5-8 and with a dependent elder relative with care needs - Individual Report 4 of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange-Guépin, Nantes, juillet 2013.

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2013, WP 6 : Women's Decision-Making : Decision-making on employment and responses to eldercare needs among employed women - Composite Report 2 of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange-Guépin, Nantes, juillet 2013.

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2012, WP 3 : The local welfare system - National Report of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange-Guépin, Nantes, June, 68 p.

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2011, WP 4 : Local Policy Formation/Local Political Actors. Qualitative study : Policy formation and policy actors - National Report of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange- Guépin, Nantes, December, 12 p.

- BIGOTEAU (M), CAILLAUD Pascal, CHAUDET (B), DUSSUET (A), PÉRIBOIS (C), 2011, WP 4 : Local Policy Formation/Local Political Actors. Mapping policy framework - National Report of Nantes (France), Intermediary report of FLOWS project, MSH Ange-Guépin, Nantes, December, 11 p.

MAGGI-GERMAIN N. et LE CROM J.-P. (dir.), CAILLAUD Pascal, HEAS (F), CARRE (S), 2011, « La construction de la représentativité patronale », rapport pour le Ministère de l'emploi, du logement et de la cohésion sociale », Dares, avril 2011, 402 p.

CAILLAUD Pascal, GOSSEAUME (V), POULAIN (L), GARRIGUES (R), GRUMEAU C), KALCK (P), LABRUYERE (C), PADDEU (J), 2011, « Place et rôle des professionnels dans la conception des diplômes professionnels », rapport pour le Ministère de l'Education nationale, *CPC Etudes* n° 3, Paris, 149 p.

RECOWE, 2011, WP 3, D03.35, International and European legal norms in relation with job quality, Université Catholique de Louvain, Month 48 - September 2010, 150 p.

CAPRIGHT, 2011, WP3, Deliverable 3.9 "Collection of papers on "Assessing flexicurity policies through the lens of the Capability approach", 122 pages http://www.capright.eu/digitalAssets/100728_DELIVERABLE_3_9.pdf

RECOWOWE, 2009, WP 1, D01.12, Report on the Politics of Flexicurity in Europe, University of Edinburgh, United Kingdom, Month 30 - March 2009, 46 p.

CAILLAUD Pascal et MAGGI-GERMAIN (N) (Dir), 2006, *Les évolutions du cadre juridique du droit de la formation professionnelle continue : un changement de paradigmes ?*, Rapport de recherche, Ministère de l'emploi, du logement et de la cohésion sociale, DARES, nov. 2006, 448 p.

CAILLAUD Pascal, 2005, « Le développement de la bi-certification du diplôme professionnel », rapport pour le Ministère de l'Education nationale, *CPC Documents*, n° 3, Paris, 80 p.

CAILLAUD Pascal, (Dir), GOSSEAUME V., HENNEQUIN F., LEMETRE C., 2004, « La mise en cohérence de certifications », Ministère de l'Education nationale, Paris, 40 p.

CAILLAUD Pascal, 2004, *Les certifications en France et en Europe. Que disent les recherches françaises et internationales ?* Rapport pour le Programme Incitatif de Recherche sur l'Education et la Formation (PIREF), Ministère de la recherche, 32 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00597351/document>

CAILLAUD (P), CAM (P.), DUBERNET (A.-C.), GOSSEAUME (V.) et FIALAIRE (J.), 1997, « Valeur sociale et valeur juridique du diplôme dans la reconnaissance des compétences professionnelles » in TANGUY (L.) (Ed.), *Savoirs, compétences et apprentissages*, rapport du programme Education et formation en Europe du C.N.R.S, 1997, pp. 91 et s.

Articles dans des revues sans comité de lecture

En espagnol

CAILLAUD Pascal, 2022, « Los interlocutores sociales, actores de la certificación profesional. Calificaciones y empleo », Marseille: Céreq; Buenos Aires Argentina: Conicet Ceil-Piette, 2022, 4 p

En français

CAILLAUD Pascal, 2023, « Cinquante ans d'évolutions juridiques de la formation continue », *Cahier du Chatefp-AEHIT, De la loi de 1971 à nos jours : approches de la formation professionnelle*, n°28, pp. 15-28

CAILLAUD Pascal, 2023, « A l'Université, la sélection silencieuse », *Place publique (Nantes)*, n° 85, pp. 69-70

CAILLAUD Pascal, 2021, « Le nouveau paysage institutionnel des certifications professionnelles après la loi avenir professionnel », *Revue Avenir Professionnel*, AFDET,

n°4, p. 8 à 11.

CAILLAUD Pascal, 2020, « Les partenaires sociaux, acteurs de la certification professionnelle », *Céreq Bref*, n° 395, 4 p.

Caillaud (P), 2018, « La refonte du système des diplômes et des certifications professionnelles », *L'enseignement technique*, n°260, octobre-décembre, p. 30-33

CAILLAUD Pascal, 2017, « Un autre code du travail », *Place publique – La Revue Urbaine*, ed. Ioca Seria, n° 63, p.95 (ISSN 1955-6020)

CAILLAUD Pascal, 2016, « Droit à la qualification et diplôme : le jardin des partenaires sociaux », *Relief - Rapports et échanges sur le lien formation – emploi*, Marseille, CEREQ, n°53, 2016, pp. 21-31 (ISSN 1763-6213)

CAILLAUD Pascal, 2016, « Baccalauréats et classifications de conventions collectives de branche », in Maillard F. et Balas S., Actes du colloque organisé pour les 30 ans du baccalauréat professionnel, *CPC-Etudes*, n° 2016-1, Paris, DGESCO - Ministère de l'éducation nationale; pp. 163-178. (ISSN 2271-1775)

CAILLAUD Pascal, QUINTERO Nathalie et SECHAUD Fred, 2015, « La reconnaissance des diplômes dans les classifications de branches. Des évolutions sans révolution », *Bref* n°339, octobre 2015, 4 p.

CAILLAUD Pascal, QUINTERO Nathalie et SECHAUD Fred, 2013, « Quelle place, quel rôle et quel statut du diplôme dans les grilles de classification des branches professionnelles ? », *CPC Info* n°53, 2013, p. 61-69.

CAILLAUD Pascal, 2011, « Journée régionale sur la certification - Formation continue et certifications professionnelles : une relation inachevée » *Trait d'union*, n° 235, mai 2011, 8 p

CAILLAUD Pascal, 2008, « La modularisation des certifications professionnelles : enjeux juridiques », *CPC info* n° 47, second semestre 2008, pages 27-30.

CAILLAUD Pascal, 2006, « La nature juridique des certifications », in MAILLARD Fabienne (Dir), « Les diplômes de l'Education nationale dans l'univers des certifications professionnelles - Nouvelles normes, nouveaux enjeux », *CPC Documents*, Ministère de l'Education nationale, 2006, n° 3, pp. 155-168 et *Relief*, n°20, Céreq, p. 111.

CAILLAUD Pascal, 2005, « Les diplômes composites ou bi-certifiants : réflexions juridiques autour de la greffe de certifications », *CPC Info*, Ministère de l'éducation nationale, n° 41, p 83-91.

Communications avec actes

CAILLAUD Pascal, 2025, Régulation publique et négociation collective sur les qualifications en France. *Trasparenza dei mercati del lavoro e nuove tecniche di tutela*, Università degli Studi dell'Insubria - Como, May 2025, Come, Italie, France. pp.59-76

CAILLAUD Pascal, 2025, Les évolutions contemporaines des classifications de branche en France : une mise en oeuvre par les entreprises fragmentant les qualifications ? (Atelier 3 - 1J - Transformation du monde du travail). *"Vers une reconfiguration du Droit social face aux transformations du travail ?"*, 5è Congrès international CIELO LABORAL 2025, Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC - UMR 5114), Jun 2025, Bordeaux, France.

CAILLAUD Pascal, 2025, Les qualifications, finalités des stages et des formations en alternance en France (Symposium - Les stages dans le contexte italien, français et espagnol : premiers bilans et nouvelles perspectives). *"Vers une reconfiguration du Droit social face aux transformations du travail ?"*, 5è Congrès international CIELO LABORAL 2025, Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC - UMR 5114), Jun 2025, Bordeaux, France.

CAILLAUD Pascal, 2023, Division et identités du travail, ou la qualification de l'emploi. Les conférences du soir en Droit Social - Cycle les représentations en droit du travail, Institut Jean Carbonnier - Faculté de Droit et des Sciences Sociales de Poitiers, Oct 2023, Poitiers (Université de Poitiers), France.

CAILLAUD Pascal, 2023, Les droits « portables », entre liberté individuelle et garanties collectives. Outils et techniques de l'orientation : éducation, formation et travail (Séminaire 2023-2024), Groupe de Recherche et d'Étude sur l'Histoire du Travail et de l'Orientation (GRESHTO) - CRTD- CNAM, Jun 2023, Paris, France.

CAILLAUD Pascal, 2023, Transco : un dispositif en marge des paradigmes de la formation professionnelle ?. Les après-midi de la protection sociale "Les transitions collectives", CERCRID (CEntre de Recherches CRItiques sur le Droit); Institut d'Etude du Travail de Lyon, Nov 2023, En ligne (Lyon), France.

CAILLAUD Pascal, 2023, De l'initiative à l'injonction à se former : la formation devient-elle un objet de consommation ?. L'Injonction à se former - Présentation de l'ouvrage publié aux éditions Octarès, Manuella Roupnel; Simon Heichette; Dominique Glaymann; Université d'Angers, May 2023, Angers, France.

CAILLAUD Pascal, 2022, Formation et qualification : quelle professionnalisation pour le travail domestique ?. Les travailleuses et travailleurs domestiques Unité ou fragmentation du droit social ?, Direction scientifique : Sandrine Maillard-Pinon (Université Paris-Saclay), Rafael Encinas de Muñagorri (Nantes Université) et Laure Camaji (Université Paris-Saclay), 16 et 17 mai 2022, Université Paris Saclay, Sceaux (conférencier invité).

CAILLAUD Pascal, 2020, « La place des partenaires sociaux dans le paysage des certifications », *Colloque distancié « e-Biennale du Céreq : L'entreprise rend-elle compétent.e ? »*, 24 septembre 2020 (conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2019, « La qualification professionnelle : parcours juridique d'une notion polysémique », *Colloque international « Qualifications et parcours - Qualification des parcours » - XXVèmes journées du longitudinal* », Nantes, Faculté de Droit et de Sciences Politiques et Cité des Congrès de Nantes, 20 et 21 juin 2019. (coordinateur du colloque)

CAILLAUD Pascal, 2019, « Élaboration des normes et transformations des formes d'intervention de l'OIT : l'exemple de la formation professionnelle », *Colloque international sur le centenaire de l'OIT « L'impact des normes de l'OIT sur la scène internationale »*, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, 23 et 24 septembre 2019.

CAILLAUD Pascal, 2016, « L'émergence de la notion de « compte » dans le Droit du travail », *Journée d'étude Le compte personnel d'activité*, Institut des sciences sociales du travail (ISST), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mars 2016.

CAILLAUD Pascal, 2015, « La reconnaissance des baccalauréats dans les conventions collectives », Colloque international « Les trente ans du bac pro : La voie professionnelle à l'épreuve du baccalauréat et de la hausse du niveau d'éducation », organisé par le Laboratoire CIREL - Université Lille 3, 17 au 17 novembre 2015 à la Maison de la Recherche - Lille 3 (conférencier invité).

CAILLAUD Pascal, 2015, « Droit à la qualification et diplôme : le jardin des partenaires sociaux », Colloque « Négocier, réguler, accompagner - La relation formation-emploi au prisme des branches professionnelles », organisé par le Céreq, 7 octobre 2015, Cité internationale universitaire de Paris (Conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2015 « « Déclin ou renouveau des professions ? L'actualité d'une notion », Colloque national « Déclin ou renouveau des professions », organisé par le laboratoire Droit et Changement Social de Nantes, 12 juin 2015, Journées Scientifiques de l'Université de Nantes 2015, Cité internationale des congrès (organisateur et coordinateur du colloque)

CAILLAUD Pascal, 2014, « Vers un service public régional d'orientation, de formation et d'emploi ? », Journée d'étude GRALE-DCS « Éducation, Formation professionnelle, Recherche-Innovation : Quels rapports ? Quelles Implications des collectivités territoriales ? », organisée par le GRALE et le laboratoire Droit et Changement Social, 21 novembre 2014, MSH Ange Guépin (conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2011, « Le CAP certifie-t-il juridiquement une capacité professionnelle ? », Colloque international « Centenaire du CAP. Apprentissages professionnels, certifications scolaires et société », 18-20 octobre 2011.

CAILLAUD Pascal, 2010, « L'action juridique des institutions internationales sur le travail décent et la qualité de l'emploi : une définition du bien-être du travailleur ? », séminaire interdisciplinaire *Le Bien-être*, organisé par le Laboratoire Éducation, cognition et Développement (LabÉCD), Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin de Nantes, 17 et 18 mai 2010.

CAILLAUD Pascal, 2009, « Diplômes et certifications professionnelles », Colloque interdisciplinaire *L'archipel de l'ingénierie de la formation*, Université de Rennes 2, les 22 et 23 janvier 2009.

CAILLAUD Pascal, 2008, « Diplômes et conventions collectives », Journées d'études du Gresco, « Les métamorphoses du diplôme », MSHS de Poitiers, 4 et 5 novembre 2008.

CAILLAUD Pascal, 2006, « L'influence de la VAE sur le statut juridique du diplôme », Colloque interdisciplinaire « Validation des Acquis de l'Expérience et Reconnaissance », Limoges 22-24 mai 2006 Organisé par le G.R.E.S.O.C. (Groupe de Recherches Sociologiques) de l'Université de Limoges.

CAILLAUD Pascal, 2006, « La nature juridique des certifications », actes du séminaire consacré au « Rôle et à la place du diplôme dans l'espace des certifications professionnelles » organisé par le Ministère de l'éducation nationale, le CEREQ et la MSH Ange Guépin.

CAILLAUD Pascal, 2004, « Le recours aux emplois jeunes par les collectivités territoriales », Colloque *Le mouvement d'hybridation entre droit public et droit privé : le régime applicable aux agents publics territoriaux et autres personnels des services publics locaux (2^{ème} journée d'étude sur l'emploi public local)*, organisé par le GRALE-CNRS, Vannes, 25 juin 2004., publiée au *JCP Administrations et collectivités territoriales*, n°46.

CAILLAUD Pascal, 2003, « L'évolution historique du droit de la formation professionnelle continue : regard juridique », séminaire de la DARES : *Le droit de la formation professionnelle*, Paris, 21 mars 2002 publié in *Les évolutions de la formation professionnelle: regards croisés*, Cahiers Travail et Emploi, La Documentation Française, Paris, p .23-36

CAILLAUD Pascal, 2003, « Concepts de droit du travail et formation des agents des collectivités territoriales », Colloque *L'état du phénomène de "banalisation" du droit applicable à l'emploi public local: étendue et portée (1^{ère} journée d'étude sur l'emploi public local)*, organisée par le CNFPT PAYS DE LA LOIRE et l' IFSA OUEST, Angers, 21 novembre 2003 publié au *JCP Administrations et collectivités territoriales*, n°52.

CAILLAUD Pascal, 2003, « Le diplôme est-il une preuve juridique ? », séminaire interdisciplinaire *La Preuve* de la Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin de Nantes, 13 et 14 mai 2002.

CAILLAUD Pascal, 2002, « L'évolution historique du droit de la formation professionnelle continue : regard juridique », séminaire de la DARES : *Le droit de la formation professionnelle*, Paris, 21 mars 2002 (parus aux cahiers travail et emploi)

Communications sans actes

CAILLAUD Pascal, 2025, Un morcellement de la qualification dans un marché de la certification des compétences : mise en perspectives juridiques. *Entre éducation et travail : une sociologie au service de l'émancipation Journée d'étude en hommage aux travaux de Lucie TANGUY*, Université Paris-Cité; Centre Pierre Naville; Centre d'Étude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir (CERTOP UMR 5044); Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS - UMR 8070), Jun 2025, Paris, France.

CAILLAUD Pascal, 2025, Les problématiques de formation dans l'aide à domicile. *Journée d'études "Les recompositions de l'aide à domicile, perspectives interdisciplinaires et internationales"*, Droit et changement social (UMR 6297); Centre Nantais de sociologie (UMR 6025); Nantes Université; CNRS, Jun 2025, Nantes, France.

CAILLAUD Pascal, 2025, Table ronde finale "Les formations par apprentissage au 21^e siècle" (Animation). *Virage ou mirage ? Les formations par apprentissage du 20^e au 21^e siècle*, Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle - Ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles, Mar 2025, Paris, France.

CAILLAUD Pascal et DUSSUET Annie, 2024, La reconnaissance de la qualification dans l'aide à domicile associative pendant le Covid : un progrès en trompe l'œil ? *L'aide à domicile face au COVID dans une perspective internationale (Journée d'étude COVICARE)*, Droit et Changement Social (UMR 6297 CNRS) - Centre Nantais de Sociologie (UMR 6025 CNRS) - Nantes Université, Nov 2024, MSH Ange Guépin, Nantes, France.

CAILLAUD Pascal, GIORDANO Chiara, LEDOUX Clémence, 2024, A non-exhaustive comparative perspective of the policies adopted during COVID in Europe: the cases of Italy, Germany, Belgium, France and the UK. *The effects of Covid on domiciliary care policies and jobs: comparative perspectives*, Droit et Changement Social (UMR 6297 CNRS) - Centre Nantais de Sociologie (UMR 6025 CNRS) - Nantes Université; UCLouvain Saint-Louis Bruxelles, Jun 2024, Bruxelles, Belgium.

CAILLAUD Pascal, 2024, Animation de la table ronde "Comment la formation tout au long de la vie évolue et innove pour être accessible au plus grand nombre grâce à la transition numérique en cours ?". *Semaine de l'éducation ouverte 2024*, Nantes Université, Dec 2024, Nantes, France.

CAILLAUD Pascal, 2024, La nouvelle classification de la CCN de la Métallurgie. *Séance d'actualité du Master Droit Social*, Université Paris Nanterre, Dec 2024, Nanterre (92), France.

CAILLAUD Pascal, 2024, L'évolution du droit de la formation vers le droit de la consommation. *"Au delà des réformes, quelles perspectives pour la formation ?"*, *Journée d'étude Master IFORE*, Université Evry Val d'Essonne – Paris Saclay, May 2024, Evry,

France.

CAILLAUD Pascal, 2023, D'un monopole de l'Etat à un Etat simple garant d'un marché : diplômes et labellisation des certifications professionnelles (1808 – 2023). Journée d'études - « Quelles histoires du droit social ? », Laboratoire "Droit et Changement Social" (UMR CNRS 6297), Nov 2023, Nantes, France.

GUIRAUDON Virginie, LEDOUX Clémence, CAILLAUD Pascal, 2023, National employer's organizations, trade unions and the reforms in home care for the elderly since 2020. 19th International Conference of Europeanists, University of Iceland, Jun 2023, Reykjavík, Iceland.

GUIRAUDON Virginie, LEDOUX Clémence, CAILLAUD Pascal, 2023, The paradoxical inclusion of home care workers for the elderly in the protection arrangements introduced during the pandemic in France. ILPC Conference, University of Glasgow, Apr 2023, Glasgow, United Kingdom.

CAILLAUD Pascal, 2022, « L'écosystème institutionnel des branches au lendemain des réformes de la formation. Les politiques de branche en direction des salarié·es en emploi peu qualifié » (4ème journée Céreq - Lest), Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail (Lest) - Dir: Vanessa di Paola, Christophe Guitton, Tarik Chakor, 9 mai 2022, Aix-en-Provence (Visio - conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2022, « Proches aidants, suppléance à domicile et droit du travail ». Symposium international et interdisciplinaire de clôture du programme PROFAM, 9 et 10 Juin 2022, MSH Ange Guépin, Nantes (conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2022, « La formation, « une chaîne de services dont les enjeux se situent en dehors d'elle ». Actualité de la pensée de Pierre Caspar - Un moment de pause réflexive sur l'avenir de la formation professionnelle des adultes », Equipe "Métiers de la formation" du Cnam, en partenariat avec l'Afref, Centre Inffo, Défi Métiers, Éducation permanente et l'UODC (Université ouverte des compétences), 18 mars 2022, CNAM, Paris (conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2022, « 50 ans d'évolution juridique de la formation continue. Les lois de 1971 sur la formation professionnelle. Histoire et actualité, Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle », 31 mars 2022, Ministère du travail, Paris (conférencier invité).

CAILLAUD Pascal, 2021, « Évolutions des qualifications —classifications et certifications— entre évolutions du droit de la négociation et restructuration des branches ». Journée d'Étude "La qualification du travail: héritages et perspectives", Journée d'étude organisée par le Réseau Thématique « Relations professionnelles » (RT18), Association française de sociologie, Lise (UMR3320, Cnam), IDHES (UMR8533, Université Paris Nanterre)., 15 septembre 2021, CNAM, Paris (conférencier invité).

CAILLAUD Pascal, 2021, 40 ans de formation professionnelle continue. Colloque "1981-2021 : 40 ans de sciences sociales du travail", Institut des Sciences Sociales du Travail de l'Ouest de l'Université Rennes 2 (ISSTO), 25 et 26 novembre 2021, Rennes, (conférencier invité).

CAILLAUD Pascal, 2020, « Initiative et injonction juridiques à se former après la loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel », *Colloque numérique international INFORMA « L'Injonction à se former. Regards croisés sur les transformations des systèmes de formation »*, jeudi 26 et vendredi 27 novembre 2020 (conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2020, « Les aidants familiaux en France : oscillations entre sécurisation du statut et dérogations au droit du travail », Table ronde « gouverner le travail domestique : instruments de politiques publiques et institutions », *3e Congrès mondial CIELO LABORAL « Le travail mondialisé »*, Colloque Numérique, Nantes, 24 et 25 septembre 2020 (membre du comité scientifique local du colloque)

CAILLAUD Pascal, 2020, « Les évolutions du cadre juridique des aidants familiaux : entre sécurisation du statut des aidants et dérogations au droit du travail ? », *SYMPOSIUM 6.5 La participation des personnes âgées et de leur entourage à la définition des services d'aide à domicile*, 6e colloque international du REIACTIS "Société inclusive et avancée en âge", Metz, Palais des Congrès, 4-5-6 février 2020.

CAILLAUD Pascal, 2020, « Les études du Céreq et les réformes : anticipation et analyse des mises en œuvre », *Journée Réseau des Centres associés Céreq « Les réformes dans le champ de l'éducation, la formation professionnelle et de l'emploi : contexte, état des lieux et perspectives »*, Céreq, Marseille, 12 mars 2020.

CAILLAUD Pascal, 2019, « Les certifications, les diplômes et les classifications professionnelles des activités maritimes », *Journées d'études 2019 de l'Observatoire des Droits des Marins*, MSH Ange Guépin, Nantes, 27 et 28 juin 2019.

CAILLAUD Pascal, 2019, « La France est-elle toujours le pays du diplôme ? », *Forum du laboratoire Droit et Changement Social*, Faculté de droit de Nantes, 29 mars 2019.

CAILLAUD Pascal, 2019, « Regards croisés sur les réformes des dispositifs de formation professionnelle », 2es Journées Vincent Merle, 23 janvier 2019, Centre régional Vincent Merle (Pessac).

CAILLAUD Pascal, 2019, « Droits individuels en actes », 2es Journées Vincent Merle, 22 janvier 2019, Centre régional Vincent Merle (Pessac)

CAILLAUD Pascal, 2018, « La formation devient-elle un bien de consommation comme les autres ? », 3ème Université de l'AFREF : Où va la formation après la réforme... ?, Journée d'étude, 13 décembre 2018, FIAP Jean Monnet - Paris.

CAILLAUD Pascal, 2018, « La formation continue : Vers de nouvelles pratiques ? », Les rencontres du travail : "Réforme du marché du travail Acte II", Colloque national, Institut du Travail - Université de Strasbourg, 11 octobre 2018, ENA, Strasbourg.

CAILLAUD Pascal, 2018, « Entre confiance et défiance : un demi-siècle de paritarisme dans le droit de la formation professionnelle continue (1968-2018) », Rencontres IRES – ISST, Colloque national, Institut des Sciences Sociales du Travail (Université de Paris I Panthéon-Sorbonne), 4 octobre 2018 Bourg-La-Reine

CAILLAUD Pascal, 2018, « Initiative et personnalisation du droit de la formation continue: évolutions passées et perspectives de réforme », Matinale d'INFORMA, (Re)composer sa carrière professionnelle : quelles appropriations de la Formation Professionnelle Continue ?, 3 avril 2018, Hôtel de région Pays de la Loire

CAILLAUD Pascal, 2017, « Territorialisation ou personnalisation des droits : l'exemple du droit de la formation professionnelle et du droit de l'emploi », *Séminaire « GRP Territoire : Le droit en marche vs les sciences politiques insoumises : Querelles de territoires ? »*, Marseille, Centre d'étude et de recherche sur les qualifications (CEREQ), juil.2017.

CAILLAUD Pascal, 2017, « La reconnaissance au travail : qualifications, certifications, capacités », *table-ronde, 1ères Journées Vincent Merle « Valeurs de l'expérience : Rôles et usages dans la construction des compétences »*, 17 et 18 janvier 2017, Aquitaine Cap-Métiers Centre régional Vincent Merle, Pessac.

CAILLAUD Pascal, 2017, « Numérisation des apprentissages, apprentissage de la numérisation », *Table ronde Journées doctorales Sociétés numériques*, MSH Ange-Guépin, Nantes, nov. 2017.

CAILLAUD Pascal, 2017, « La formation tout au long de la vie entre individualisation et personnalisation », *Les utilisations des MOOC dans le cadre de la formation professionnelle continue : réflexions au prisme "des capacités"*, Laboratoire Stef, ENS Paris-Saclay, oct. 2017, ENS Cachan.

CAILLAUD Pascal, 2014, « Emploi des femmes et politiques sociales locales », *Colloque international « Emploi des femmes en Europe : comment concilier vie professionnelle et vie familiale lorsqu'on assure la prise en charge des jeunes enfants et/ou de parents âgés dépendants ? »*, organisé par la MSH Ange Guépin de Nantes, 07 juin 2014, Journées Scientifiques de l'Université de Nantes 2014, Cité internationale des congrès, (organisateur et coordinateur du colloque)

CAILLAUD Pascal, 2014, Participation à la table ronde « La fabrique des qualifications », 9e *Forum Formation « La Qualification en débat »*, organisé par la Région Poitou-Charentes, 20 février 2014, Ruelle Sur Touvre (conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2012, « La réception de la Doctrine sociale de l'Eglise par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) », *Journée d'études internationale « Le sens du travail - Regards académiques croisés sur la doctrine sociale de l'Eglise Catholique »*, organisé par Université Catholique de Louvain (Institut des Sciences du Travail, la Chaire Max Bastin, The Centre for Catholic Social Thought, la Faculté de Théologie), 30 mai 2012, La Fonderie, Bruxelles (conférencier invité).

CAILLAUD Pascal, 2012 « Le droit de la formation professionnelle entre la fin du 20ème et le début du 21ème siècle », *Journée d'études « De l'autoréflexivité personnelle à la*

réflexivité institutionnelle, Un gage de réussite pour un développement émancipateur acceptable » organisé par l'UFR Formation Continue de Nantes, 20 avril 2012 (conférencier invité)

CAILLAUD Pascal, 2009, « Regard juridique sur les certifications de l'aide à la personne : certificateurs et effets », Journée d'étude du Centre associé au CEREQ des Pays de la Loire « *Le développement de l'aide à la personne : pour quelle professionnalisation ?* », Faculté des sciences humaines de l'Université de Nantes, 19 novembre 2009.

CAILLAUD Pascal, 2009, « Formation tout au long de la vie et certifications professionnelles », Colloque RH de l'IUT Gaco « *Formation continue : une réforme tout au long de la vie ?* », Université du Littoral Côte d'Opale, 3 décembre 2009.

CAILLAUD Pascal, 2009, « Sens et intérêt de la certification », journée « Certifier tout au long de vie », organisée par la région Basse-Normandie, IRST de Caen, 28 avril 2009.

CAILLAUD Pascal, 2008, « Flexicurity and Lifelong Learning : a juridical approach », Recwowe Workshop, University of Edinburgh, 12th - 13th december.

CAILLAUD Pascal, 2007, « La formation professionnelle : nouveaux droits et enjeux », Conférence à l'ENS Lyon, journée « professionnalisation et formation du cadre de santé » organisée par la DRASS Rhône-Alpes, 6 décembre 2007.

CAILLAUD Pascal, 2004, « Regard sur l'évolution du système de formation professionnelle continue depuis l'entreprise », Colloque *Les évolutions de la formation professionnelle continue : l'impact de la loi du 4 mai 2004*, organisé par la DARES, Paris, 28 septembre 2004

CAILLAUD Pascal, 2003, « La régionalisation de la formation professionnelle continue : bilan des expérimentations menées depuis 1999 », Colloque *Subsidiarité : La subsidiarité infra étatique, le droit à l'expérimentation, l'autonomie régionale*, organisée par le CRUARAP et l'IFSA, Maison des sciences de l'Homme Ange Guépin, Nantes, 4 avril 2003.

CAILLAUD Pascal, 2002, « La co-responsabilité en formation : positionnement juridique », séminaire *Les enjeux de la co-responsabilité dans la formation continue*, Maison des Sciences de l'Homme de l'Université Pierre Mendès-France, Grenoble, 31 janvier 2002.

CAILLAUD Pascal, 2001, « Qualification professionnelle et diplôme », séminaire *Droit et Compétences* organisé par le Céreq, Marseille, 16 novembre 2001.

Autres

Auditions

- Conseil économique social et environnemental (CESE), 17 janvier 2016, par Dominique Gillier, rapporteur de l'avis du Cése « les certificats de qualification professionnelle » du 13 septembre 2016

Interviews

- « Peut-on vraiment interdire les grèves dans les transports pendant les vacances scolaires ? », La voix du Nord, 19 novembre 2024

<https://www.lavoixdunord.fr/1524531/article/2024-11-19/peut-vraiment-interdire-les-greves-dans-les-transports-pendant-les-vacances>

- « La formation professionnelle », Trait d'Union Le journal du SNPEFP-CGT, n°150, 2024, p. 17-18 <https://efp-cgt.reference-syndicale.fr/files/2024/04/traitunionmars2024.pdf>

- « Glissement de la formation vers le droit de la consommation : quelles conséquences ? », Interview par Katerine Sautereau, Inffo formation, n° 1071, 1^{er} au 24 mars 2024, p. 24-25

<https://boutique.centre-inffo.fr/produit/inffo-formation-n-1071-version-pdf/>

- « Pénurie de carburant : qu'est-ce que la réquisition ? », Le Monde, 12 octobre 2022, Interview par Dorian Jullien.

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/10/12/crise-des-carburants-qu-est-ce-que-la-requisition_6145524_4355770.html

- « Ces missions sont bien présentes dans l'activité universitaire », Le Snesup, Mensuel du syndicat national de l'Enseignement Supérieur, Dossier « La formation continue », n°704, avril 2022, p. 17-18 <https://www.snesup.fr/article/mensuel-ndeg-704-avril-2022>

- « Anniversaire de la Loi fondatrice : 50 ans après la Loi DELORS, où en est-on ? », Inffo formation n° 1013, p. 2

<https://www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/inffo-formation/telecharger-inffo-formation/inffo-formation-n-1013-anniversaire-de-la-loi-fondatrice-50-ans-apres-la-loi-delors-ou-en-est-on>

- « Le compte personnel de formation « devient plus proche du droit de la consommation que du droit du travail », Le Quotidien de la formation, Centre Inffo, 24 août 2021

<https://www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/actualites-centre-inffo/le-quotidien-de-la-formation-actualite-formation-professionnelle-apprentissage/articles-2021/le-compte-personnel-de-formation-devient-plus-proche-du-droit-de-la-consommation-que-du-droit-du-travail-pascal-caillaud-cnrs>

- « Les petits pas des syndicats dans le grand chantier de la certification », Le Monde (Interview par Thomas, Jules), 2 décembre 2020

<https://www.lemonde.fr/emploi/article/2020/12/02/les-petits-pas-des-syndicats-dans-le>

grand-chantier-de-la-certification-professionnelle_6061931_1698637.html

- « Je suis intérimaire et mon entreprise utilisatrice ferme ses portes. Ai-je droit au chômage partiel ? », Le Monde (Interview par Damgé, Mathilde), 18 mars 2020

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/03/18/coronavirus-nos-reponses-a-vos-questions-sur-le-confinement_6033490_4355770.html

- « Un fonctionnaire qui fait grève le vendredi et le lundi peut-il perdre quatre jours de salaire ? », Le Monde (Interview par Damgé, Mathilde), 5 décembre 2019

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/12/04/greve-du-5-decembre-teletravail-retard-absence-quels-sont-les-droits-des-salaries_6021685_4355770.html

- « Grève du 5 décembre : télétravail, retard, absence, quels sont les droits des salariés ? », Le Monde, (Interview par Sanchez Léa), 4 décembre 2019

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/12/04/greve-du-5-decembre-teletravail-retard-absence-quels-sont-les-droits-des-salaries_6021685_4355770.html

- « Quatre questions sur le ramadan en entreprise : que dit le droit du travail ? », Le Monde (Interview par Thalbot Raphaëlle), 7 mai 2019.

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/05/07/4-questions-sur-le-ramadan-en-entreprise-que-dit-le-droit-du-travail_5459422_4355770.html

GOANEC, Mathilde & EL AZZOUZI, Rachida, *CPA: la «grande œuvre sociale» du quinquennat Hollande accouche d'une souris*, Médiapart, 29 avril 2016, ISSN 2100-0735

<https://www.mediapart.fr/journal/economie/260416/cpa-la-grande-oeuvre-sociale-du-quinquennat-hollande-accouche-dune-souris>

CAILLAUD Pascal, 2013, « Quelle est la valeur des diplômes de l'Education nationale en termes d'emploi ? », *ToutEdu* – magazine électronique, décembre 2013.

<http://www.touteduc.fr/fr/scolaire/id-8529-quelle-est-la-valeur-des-diplomes-de-l-education-nationale-en-termes-d-emploi-interview->

CAILLAUD Pascal, 2012, « La négociation sur la reconnaissance des qualifications s'individualise », *Entreprises et Carrières*, n°1100, 11-18 juin 2012, p. 34-35.

<https://www.info-socialrh.fr/bibliotheque-numerique/entreprise-et-carrieres/1100/enjeux/la-negociation-sur-la-reconnaissance-des-qualifications-sindividualise-470727.php>

CAILLAUD Pascal, 2010, « Une jungle des qualifications », *Têtes Chercheuses*, n° 16, p. 8 (ISBN 1954-1872)

CAILLAUD Pascal, 2005, « Regard juridique sur l'évolution de la formation professionnelle continue à l'initiative de l'entreprise », in *Trait d'Union* (revue du CARIF-OREF des Pays de la Loire), n° 172, p. 1

CAILLAUD Pascal, 2002, « Le "paysage" de la validation en France », *US magazine*, n° 565, p. 20.

Chroniques « Les Surligneurs »

- Clémence Guetté affirme que l'on peut abroger la réforme des retraites par décret (Pas possible), 10 décembre 2024 <https://www.lessurligneurs.eu/clemence-guette-affirme-que-lon-peut-abroger-la-reforme-des-retraites-par-decret/>
- Licenciements économiques « abusifs » : peuvent-ils être remis en question, comme le propose Fabien Roussel ? (ça dépend), 9 décembre 2024. <https://www.lessurligneurs.eu/licenciements-economiques-abusifs-peuvent-ils-etre-remis-en-question-comme-le-propose-fabien-roussel/>
- Michel Barnier veut organiser des négociations pour les branches professionnelles touchant des minima inférieurs au SMIC (Existe déjà), 3 octobre 2024. <https://www.lessurligneurs.eu/michel-barnier-veut-organiser-des-negociations-pour-les-branches-professionnelles-touchant-des-minima-inferieurs-au-smic/>
- Emploi, retraites, chômage : Michel Barnier peut-il « négocier » avec les partenaires sociaux comme il le promet ? 3 octobre 2024. <https://www.lessurligneurs.eu/emploi-retraites-chomages-michel-barnier-peut-il-negocier-avec-les-partenaires-sociaux-comme-il-le-promet/>
- Manon Aubry : « abroger la réforme des retraites (...) par décret en une heure » (PAS POSSIBLE), 9 juillet 2024 <https://www.lessurligneurs.eu/manon-aubry-abroger-la-reforme-des-retraites-par-decret-en-une-heure/>
- Législatives 2024 : Gabriel Attal propose un “simulateur de retraites” montrant les augmentations de CSG pour les retraités en cas de victoire de la gauche (Pas fiable), 28 juin 2024 <https://www.lessurligneurs.eu/legislatives-2024-gabriel-attal-propose-un-simulateur-de-retraites-montrant-les-augmentations-de-csg-pour-les-retraites-en-cas-de-victoire-de-la-gauche/>
- Gabriel Attal : « Je prends l'engagement de revaloriser le montant de leurs pensions de retraite en l'indexant sur l'inflation » (DÉJÀ DANS LA LOI), 18 juin 2024 <https://www.lessurligneurs.eu/gabriel-attal-je-prends-lengagement-de-revaloriser-le-montant-de-leurs-pensions-de-retraite-en-lindexant-sur-linflation/>
- Affaire du voile d'une vendeuse dans un magasin Geox : selon Révolution permanente, « Il y a une meuf qui est victime d'une situation ouvertement islamophobe et discriminatoire » (FAUX), 6 mai 2024 <https://www.lessurligneurs.eu/affaire-du-voile-dune-vendeuse-dans-un-magasin-geox-selon-revolution-permanente-il-y-a-une-meuf-qui-est-victime-dune-situation-ouvertement-islamophobe-et-discriminatoire/>
- Olga Givernet : « Dire que parfois les français font le choix de rester au chômage parce que ça ne rapporterait pas beaucoup plus en emploi, c'est vrai » (SIMPLISTE), 5 mars 2024 <https://www.lessurligneurs.eu/olga-givernet-dire-que-parfois-les-francais-font-le-choix-de-rester-au-chomage-parce-que-ca-ne-rapporterait-pas-beaucoup-plus-en-emploi-oui-cest-vrai/>

- « Emmanuel Macron soutient que le SMIC a augmenté depuis 2017 grâce à sa politique » (PLUTOT GRACE A L'INFLATION), 20 février 2024
<https://www.lesurligneurs.eu/emmanuel-macron-soutient-que-le-smic-a-augmente-depuis-2017-grace-a-sa-politique/>
- TF1 : « Quand les normes dépassent les bornes : peut-on vraiment mesurer l'inflation des normes à la taille des codes ou aux normes de sécurité des travailleurs » (PAS VRAIMENT), 7 février 2024
<https://www.lesurligneurs.eu/quand-les-normes-depassent-les-bornes-ou-reportage-sur-lexces-de-normes-au-quotidien/>
- Emmanuel Macron : « Dès 2025, il y aura un travail sur les branches qui continuent de payer sous le SMIC » (INEXACT), 20 janvier 2024
<https://www.lesurligneurs.eu/emmanuel-macron-des-2025-il-y-aura-un-travail-sur-les-branches-qui-continuent-de-payer-sous-le-smic/>
- « Un travailleur sans papiers peut-il cotiser à la sécurité sociale sans pour autant avoir de droits », 19 octobre 2023 <https://www.lesurligneurs.eu/un-travailleur-sans-papiers-peut-il-cotiser-a-la-securite-sociale-sans-pour-autant-avoir-de-droits/>
- Jordan Bardella et l'inflation : « il faut augmenter les salaires » (C'EST UN PEU VAGUE...), 19 mars 2023 <https://www.lesurligneurs.eu/jordan-bardella-et-linflation-il-faut-augmenter-les-salaires/>
- Elisabeth Borne : en augmentant le SMIC au 1er mai, le “pouvoir d'achat reste notre priorité” (ENTOURLOUPE ?), 3 mai 2022
<https://www.lesurligneurs.eu/elisabeth-borne-en-augmentant-le-smic-au-1er-mai-le-pouvoir-dachat-reste-notre-priorite/>
- Valérie Pécresse propose de “sortir des 35 heures par la négociation. Les entreprises pourront négocier par accord de branche ou référendum d'entreprise la durée de référence du travail” (EXISTE DEJA), 4 avril 2022
<https://www.lesurligneurs.eu/valerie-pecresse-propose-de-sortir-des-35-heures-par-la-negociation-les-entreprises-pourront-negocier-par-accord-de-branche-ou-referendum-dentreprise-la-duree-de-reference-du-travail/>
- Marine Le Pen « veut réserver un certain nombre de prestations comme les allocations familiales, exclusivement aux français » (PAS POSSIBLE), 1 avril 2022
<https://www.lesurligneurs.eu/marine-le-pen-je-vais-reserver-un-certain-nombre-de-prestations-comme-les-allocations-familiales-exclusivement-aux-francais/>
- Salariés, indépendants : quel avenir pour les chauffeurs Uber ? (Avec Justine Coopman, master 2 droit de l'Union européenne à l'Université de Lille), 26 mars 2021
<https://lesurligneurs.eu/salaries-independants-quel-avenir-pour-les-chauffeurs-uber/>
- COVID-19 : Gérald le Corre (CGT) réclame un texte qui rendrait “très simplement” le télétravail obligatoire, avec une “sanction pénale extrêmement dissuasive” (France Info,

Interview, 24 mars 2021) - Pas si simple

<https://lessurligneurs.eu/covid-19-gerald-le-corre-cgt-reclame-un-texte-qui-rendrait-tres-simplement-le-teletravail-obligatoire-avec-une-sanction-penale-extremement-dissuasive/>

- COVID-19 : pour la ministre du travail Elisabeth Borne, “le télétravail est une obligation” (Europe 1, l’interview politique, 3 novembre 2020) – Faux

<https://lessurligneurs.eu/covid-19-pour-la-ministre-du-travail-elisabeth-borne-le-teletravail-est-une-obligation/>

- COVID-19 : le député Aurélien Taché veut rendre le télétravail “contraignant” (Sud Radio, L’invité politique, 14 octobre 2020) – Problématique

(Avec Timothée Droulez, étudiant en Master à l’Université Paris Dauphine-PSL et à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye)

<https://lessurligneurs.eu/covid-19-le-depute-eds-aurelien-tache-veut-rendre-le-teletravail-contraignant/>

- Agnès Buzyn, candidate (LREM) à paris, veut “donner la liberté aux commerçant d’ouvrir le dimanche dans tout Paris (Liste « Ensemble pour Paris avec Agnès Buzyn », site consulté le 22 juin 2020) – Existe déjà

(avec Tom Le Merlus, étudiant en master droit public approfondi à l’Université Panthéon-Assas) – Existe déjà

<https://lessurligneurs.eu/agnes-buzyn-candidate-lrem-a-paris-veut-donner-la-liberte-aux-commercant-douvrir-le-dimanche-dans-tout-paris/>

- Le député LFI Adrien Quatennens veut interdire les licenciements pour les entreprises qui bénéficient de l’argent public (France info, 21 mai 2020) – Problématique

(avec Vincent Couronne, docteur en droit européen, chercheur associé au laboratoire VIP, université Paris-Saclay)

<https://lessurligneurs.eu/le-depute-lfi-adrien-quatennens-veut-interdire-les-licenciements-pour-les-entreprises-qui-beneficient-de-largent-public/>

- Debout la France s’indigne du fait que « la Cour de Cassation vient de rendre une décision inouïe de renoncement à la laïcité sous la pression des autorités judiciaires de l’union européenne » (Debout la France, actualités, 6 décembre 2017) - Faux

<https://lessurligneurs.eu/debout-le-france-sindigne-du-fait-que-la-cour-de-cassation-vient-de-rendre-une-decision-inouie-de-renoncement-a-la-laicite-sous-la-pression-des-autorites-judiciaires-de-lunion/>

Débats science et société

- 2016 : Membre du jury d’un concours de nouvelles de Science-fiction consacré à « Un bouleversement majeur dans le monde du travail », organisé par l’institut Kervégan (<https://www.institut-kervegan.com/ateliers/archives-teliers/science-fiction-et-prospective/>) débouchant sur un recueil numérique aux éditions Atramenta

(<https://www.atramenta.net/authors/institut-kervegan/71715/ebooks>)

- Table ronde, « Un bouleversement majeur dans le monde du travail », *Festival International de Science-fiction Utopiales*, Nantes, 1er novembre 2016.

https://www.utopiales.org/app/uploads/2019/04/PROGRAMME_WEB.pdf
<https://www.actusf.com/detail-d-un-article/utopiales-2016-conference-un>

